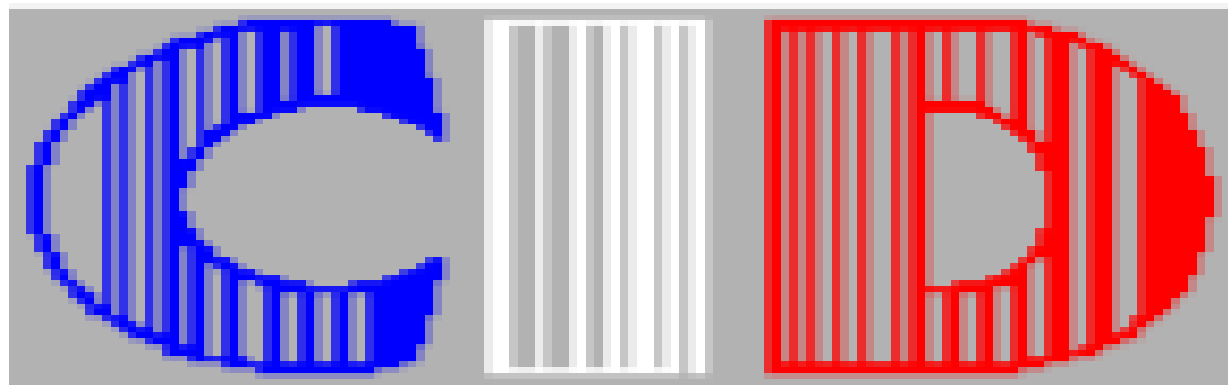


COLLEGE INTERARMÉES



DE DÉFENSE

GEOPOLITIQUE

-

DE LA

-

MER NOIRE

MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE

CC BORUZI CONSTANTIN

6° PROMOTION

DIV. A - GPE. A5

Janvier 1999

-

-

FICHE DE PRESENTATION

-

-

1. " La Géopolitique de la Mer Noire "

2. Capitaine de corvette (Marine) BORUZI CONSTANTIN (Roumanie)

3. 8 janvier 1999

4. Division A

5. Mémoire de géopolitique

6. Le mémoire présent dans la première partie le cadre géographique, historique et le système écologique de la Mer Noire. Après montre les pays riverains avec leurs problèmes économiques, politiques et sociaux actuels. Finalement sont présentés trois scénarios de futur, possibles pour les pays de la région de la Mer Noire.

7. Mot clefs : géographie, histoire, écologie, les pays riverains, économie, facteurs d'évolution, scénarios.

-

SOMMAIRE

-

-

1. INTRODUCTION

2. LES DONNEES GEOGRAPHIQUES ET HUMAINES

2.1 Le cadre géographique

2.2 Le cadre historique

2.3 Le système écologique

2.4 Les pays riverains de la mer Noire

2.4.1 La Bulgarie

2.4.2 La Géorgie

2.4.3 La Roumanie

2.4.4 La Russie

2.4.5 La Turquie

2.4.5 L' Ukraine

2.5 Le cadre économique: Zone de coopération
économique de la mer Noire

(ZCEMN)

3. LES FACTEURS D'EVOLUTION

3.1 La situation de la Russie

3.2 Les problèmes de sécurité

4. LES RELATIONS ENTRE LES PAYS

4.1 Russie - Ukraine

4.2 Turquie - Grèce

4.3 Roumanie - Ukraine

4.4 Roumanie- Bulgarie

5. LES SCENARIOS DU FUTUR

5.1 Scénario I - L' Union européenne

5.2 Scénario II - La forte implication des Etats - Unis

5.3 Scénario III - Le retour de la Russie

6. CONCLUSION

7. BIBLIOGRAPHIE

1. INTRODUCTION

La mer n'est pas la terre, c'est là une évidence. La mer ne se possède pas, ne s'habite pas, ne s'occupe pas, ne se laisse pas entraver par des clôtures ou des barrières. La mer ne se donne pas, elle se prête tout au plus. Quels peuvent donc être, dans un milieu aussi particulier, les intérêts des Etats dont l'un des buts est de procurer à ses citoyens, richesses, territoires et droits de propriété. Si, il y a fort longtemps, la mer a commencé par produire quelques richesses, celles de la pêche et du commerce notamment, encore n'étaient-elle réservées qu'aux seules populations riveraines. Puis la mer a été aussi pour les Etats une frontière

vulnérable, par où pouvaient déferler pillards et envahisseurs, avant de devenir à partir du XVI^{ème} siècle la porte du nouveau monde de la prospérité.

Dès lors l'importance de la mer n'a jamais cessé de croître ; d'abord espace de production, la mer est devenue espace de communication et d'exploration avant de devenir un lieu d'affrontements directs et indirects entre Etats, l'objet de toutes les convoitises et un facteur stratégique majeur dans la détermination de la politique des Nations.

La société internationale est organisée autour d' Etats souverains dont le droit

international devrait consacrer l'égalité. La réalité tient plutôt à l'extrême inégalité de fait

entre les Etats aussi cette notion d'Etat fonctionne-t-elle mal. La construction de grandes

puissances régionales semble offrir une approche capable d'expliquer la situation actuelle.

Des schémas multipolaires font apparaître l' existence de grands ensembles économiques

et culturels qui sont susceptibles de s'organiser sur le modèle fédéral ou confédéral. Ainsi une

coordination correcte apparaît entre les cadres spatiaux et les acteurs politiques.

2. LES DONNEES GEOGRAPHIQUES ET HUMAINES

2.1 Cadre géographique

Qu'est - ce que la mer Noire? Un réservoir de 435 000 km carrés et 357 000 km cubes d'eau salée pourvue d'un bassin secondaire, la mer d'Azov, au nord-est de la presqu'île de Crimée. Pour passer de la mer Noire à la Méditerranée, il faut d'abord emprunter le Bosphore, bras de mer coincée entre l'Europe et l'Asie, long de 4 000 mètres, large de 3 500 mètres au maximum et de 760 mètres au minimum (un pont de 1 074 mètres le franchit depuis 1973). Sortant du Bosphore, on entre dans la mer de Marmara, puis se présente un autre détroit, les

Dardanelles, long de 65 km, large de 8 275 mètres au maximum et de 1 375 mètres au minimum. A la sortie des Dardanelles s'ouvre la mer Egée.

La Roumanie a toujours eu un intérêt spécial pour les détroits à causes de ses origines géographique et historique, étant l'un des pays riverains de la mer Noire, le Bosphore et les Dardanelles constituent pour elle la seule sortie vers la mer libre, et vers la voie maritime internationale. L'intérêt pour un régime de liberté des détroits est encore plus fort parce que la Roumanie est riveraine du Danube et maîtrise deux embouchures de ce fleuve international. On peut remarquer que si du point de vue géographique le Danube se termine à ses embouchures, du point de vue économique il se jette dans la mer Méditerranée. Sans une libre sortie dans la mer, le Danube ne peut pas jouer son rôle dans le commerce mondial.

Celui qui contrôle ce que l'on appelle les Détroits détient donc la clé de l'accès de la mer Noire à la Méditerranée, et vice-versa.

Une des particularités de la mer Noire qui, sans ces détroits, serait une mer fermée comme sa voisine, la mer Caspienne, est d'alimenter en eau la Méditerranée, et non l'inverse. En effet, elle ne compte pas moins de 150 fleuves qui sont rivières tributaires. Parmi ces derniers, le majestueux Danube, le plus long fleuve d'Europe après la Volga, à lui seul fournit en moyenne annuelle 210 des 350 km cubes des eaux déversées par ses tributaires à la mer Noire.

Personne ne semble vouloir s'intéresser à la mer Noire et à ses riverains, pris en tant que tels. Nous sommes pourtant là dans une zone charnière entre trois espaces géographiques très typés : au Nord, la Russie et ses pays frères slaves, à l'Ouest, l'Europe centrale et orientale, pont vers l'Union européenne, au Sud, la Turquie, porte du Moyen Orient et des Etats turcophones. Reliée à la mer du Nord par la continuité des cours du Danube et du Rhin, au Turkestan par la Volga, à la Méditerranée par les Détroits, c'est un carrefour commercial qui a longtemps été fréquenté, avant que son intérêt stratégique, dans la confrontation des deux hémisphères, n'en fasse une étendue réservée.

2.2 Le cadre historique

Quant à la mer Noire, c'est la possession de ses détroits, les Dardanelles et le Bosphore, qui explique toute l'histoire politique, économique et culturelle de tous les Etats de l'Europe orientale et, parfois, celle aussi des Etats du Centre de l'Europe. Qui veut emprunter la voie terrestre pour passer d'Europe en Asie, ou d'Asie en Europe, doit nécessairement traverser les détroits. C'est ce qu'a fait Alexandre Le Grand, lorsqu'il a entrepris la conquête de l'empire perse. C'est ce qu'ont fait les Romains, puis les croisés, notamment les " pauvres gens " de la Première Croisade, que les Turcs ont massacré jusqu'au dernier sur les plateaux d'Anatolie.

Il me semble que cette histoire comprend six périodes alternatives:trois périodes de liberté, d'accès, sans aucune obstruction, des navires des puissances méditerranéennes sur les

vagues et sur les bords de cette mer. Et, après chacune de ces trois périodes de liberté, suit une période de clôture des détroits à tous les navires étrangers.

C'est par une période de liberté de navigation, de civilisation et de culture que débute cette histoire : l'accès des navires grecs, par les détroits demeurés absolument libres, aux grandes richesses de la mer Noire.

La conquête romaine a transmis à l'empire de Byzance les clés de la mer Noire désormais bloquée par la capitale de l'empire. Contrôlant par ses flottes la mer Noire, Byzance a réussi, en grande partie, à limiter les dégâts effroyables des invasions continuelles, durant près d'un millénaire, des peuples barbares de l'Asie essaimant sur l'Europe. Mais, par cette clôture de la mer Noire, devenue un véritable *lac byzantin*, Byzance a jalousement empêché la pénétration des navires de l'Europe catholique sur les bords de la mer Noire.

La conquête et la mise à sac de Constantinople par la Quatrième Croisade ont eu pour conséquence essentielle la suppression du monopole byzantin absolu sur la mer Noire et la pénétration des navires italiens (véniens et génois surtout) sur les bords de cette mer.

C'est bien la grande leçon historique que nous donne la mer Noire. Pendant ses trois périodes de liberté de navigation (700-100 avant Jésus Christ, 1204-1475, 1829-1947) elle devait assurer la liberté, la civilisation et la prospérité à tous ses riverains. Pendant ses trois périodes de clôture (100-1204, 1475-1829, 1947-1989) les riverains n'ont connu que l'esclavage, l'oppression, la servitude, la misère et la sauvagerie.

Maintenant, l'événement historique majeur que représente la dissolution de l'Union soviétique après le putsch manqué des 19-22 août 1991 et la mise en sommeil du " Testament de Pierre le Grand " profile pour les pays riverains de la mer Noire et, d'ailleurs, pour toute l'Europe et pour l'ensemble du monde libre, des perspectives qu'il faut bien analyser à la lueur des leçons de cet immense laboratoire expérimental rétrospectif qu'est l'histoire universelle.

Par la dissolution de l'Union soviétique - Etat créé par un idéologue absolument dénué de scrupules, Lénine, avec le concours des services secrets de l'Allemagne impériale et qui a été disloqué par la prise du pouvoir par un idéologue ayant un minimum d'intelligence et de morale, Michel Serghéévitch Gorbatchev - la mer Noire a brusquement changé le coefficient de ses bords. La Russie n'en détient plus qu'une portion congrue. C'est l'Ukraine - pays sans tradition politique et sans classe politique historique - qui a pris la relève, ainsi que les Etats du Caucase, musulmans pour la plupart. La Roumanie, la Bulgarie et la Turquie ont maintenu leurs portions du littoral.

2.3 Le système écologique

Parmi toutes les mers du monde, la mer Noire paraît connaître un destin particulier. Ses eaux, considérées comme fortement polluées, risquent de produire une catastrophe sans précédent. La menace est véritable et elle est due aux dépôts d'hydrogène sulfuré et de méthane qui stagnent en profondeur et risquent de remonter à la surface.

Avec une superficie de 435 000 kilomètres carrés, la mer Noire est la seule mer du monde où l'oxygène manque à proportion de 90 % au-dessous de 200 mètres. L'absence de courants verticaux empêche le mélange habituel de l'eau, ce qui crée deux zones distinctes, en fait deux écosystèmes, qui coexistent sans faire, pour le moment, périliter l'ensemble : un écosystème vivant, dont l'existence est de plus en plus menacée par d'importantes sources de pollution et un écosystème mort, qui est un véritable dépôt de gaz toxiques dont la dislocation, pour une raison ou pour une autre, pourrait produire, à la surface, une véritable catastrophe.

Il est clair qu'une catastrophe locale peut se transformer en catastrophe mondiale. Il est clair aussi que le malheur des uns peut devenir également le malheur des autres.

Une importante quantité de l'eau méditerranéenne, plus salée, entre chaque année en mer Noire par le détroit du Bosphore. Les grands fleuves (le Danube, le Dniepr, le Don, le Kquban), auxquels il faut ajouter l'eau de pluie, apportent une quantité non négligeable de l'eau douce, qui se déverse en mer Méditerranée. Or, les eaux douces ne se mélangent pas avec les eaux salées d'origine méditerranéenne. Au contraire, les premières, plus légères, flottent en surface, au-dessus de secondes. Les spécialistes appellent *picnocline* cette ligne de démarcation qui tient en équilibre les deux écosystèmes.

Au - dessus de cette frontière, les eaux de surface de la mer Noire se caractérisent par un niveau très haut de pollution : les grands fleuves d'Europe orientale et de Russie y déversent chaque année - c'est le résultat de l'activité de quelques 160 millions de riverains - de grandes quantités d'hydrocarbures, de plomb, de phosphates et autres nitrates ; qui bouleversent profondément leur écosystème. Le rapport est de 3000 hommes pour 1000 mètres cubes de l'écosystème, contre 93 seulement en Méditerranée.

D'après quelques spécialistes, le risque d'une remontée des eaux profondes serait lié à la diminution du débit des principaux fleuves qui débouchent dans la mer Noire, à la cause de la construction des nombreux barrages en amont. Ils ont constaté entre 1971 et 1991 une diminution globale des apports fluviaux de 15 % ce qui aurait entraîné une remontée de la picnocline d'environ trente mètres. Mais la plupart d'entre eux considèrent que la pollution, par ses lourdes conséquences, demeure le facteur majeur qui, par la diminution progressive du volume des eaux vivantes, change l'équilibre au profit des eaux mortes. Si l'on ajoute les conditions conjoncturelles comme les tremblements de terre, dont la probabilité d'occurrence est forte dans une zone de collision entre les plaques continentales européenne et asiatique, l'image de ce tableau peut devenir vraiment menaçante.

La situation écologique de la mer Noire s'aggrave sur les 30 dernières années à cause des résidus qui sont transportés par les rivières de 17 pays, la pêche excessive et les versements non contrôlés des produits pétroliers. Tout au bord de la mer les déchets solides jetés directement sur le littoral et les eaux résiduelles ont eu comme résultat la mort des plusieurs espèces de poissons et d'autres organismes marins.

En 1996, tous les pays riverains ont désigné le 31 octobre comme " Le jour international de la mer Noire ". Ils ont signé le *Plan stratégique pour la mer Noire* qui contient la plus ample panoplie de mesures initiées pour le sauvetage et la stabilisation de l'une des plus polluées des mers du monde.

Dans un tout autre registre, la planète dérive inéluctablement, de pollutions en accidents chimiques graves, de contaminations en irradiations, vers une catastrophe

écologique globale. Cette dégradation profonde de l'environnement, d'une ampleur et d'une gravité souvent insoupçonnée, menace de plus en plus directement l'espace vital de peuples et de nations, dont la survie exigera des investissements d'autant plus lourds que les mesures adaptées tarderont à être prises (politique de développement durable). Le facteur écologique devient donc de plus en plus préoccupant et déterminant pour la survie des populations les plus exposées, concentrées dans d'immenses complexes urbains, que de simples conditions météorologiques défavorables peuvent conduire à l'asphyxie. Or, cette menace qui pèse sur le Tiers Monde comme sur les nations les plus développées ne peut être traitée qu'à l'échelle internationale et plus exactement à l'échelle mondiale. Tous les efforts qu'un Etat peut consentir isolément peuvent être annihilés si les Etats voisins ne consentent pas les mêmes investissements dans le cadre d'une étroite collaboration seule garante de cohérence. Le souci de sauvegarder le patrimoine commun de l'humanité, inscrit dans toute politique de développement durable, exige donc une véritable fédération internationale des énergies et des initiatives.

2.4 Les pays riverains de la mer Noire

2.4.1 La Bulgarie

La Bulgarie a trouvé son autonomie aux traités de San Stepano et de Berlin, grâce aux victoires de l'empire russe sur la Porte, et a été proclamée royaume indépendant en 1908. Elle a reçu, dans ses nouvelles frontières, une fenêtre sur la Méditerranée. Par une dernière guerre avant 1914, l'entente Balkanique (Serbie- Grèce- Bulgarie) va l'emporter sur les Turcs et les repousser à peu près à leurs frontières européennes actuelles, sans régler cependant les problèmes de la Macédoine.

Après la deuxième guerre mondiale, la Bulgarie est devenue pays satellite de l'URSS, mais la démocratie étant revenue à partir du 13 juillet 1991, elle est devenue une république parlementaire.

En 1996, la Bulgarie s'est enfoncée dans une crise politique, économique et sociale, mais l'aide financière et humanitaire des pays développés a permis de faire face à cette crise.

Dès 1997, mettant un terme aux hésitations socialistes, le gouvernement a officiellement déposé la demande d'adhésion à l'OTAN de la Bulgarie, seul pays de l'ancien Pacte de Varsovie à ne s'être jusqu'alors pas prononcé. La stratégie de préparation et d'adhésion à l'OTAN élaborée par le gouvernement bulgare prévoit une participation active du pays aux initiatives du Conseil de Partenariat Euratlantique (CPEA) et au Partenariat pour la Paix renforcée. Cette participation sera axée sur la préparation de la Bulgarie à son adhésion, sur le renforcement des capacités collectives en matière de règlement des crises et de prévention des conflits et sur la réalisation d'opérations conjointes pour le maintien de la paix. La participation bulgare aux SFOR qui agissent en Bosnie - Herzégovine sous le commandement de l'OTAN, n'est qu'un des exemples quant à la disposition et au potentiel de la Bulgarie pour contribuer au renforcement de la sécurité et de la stabilité régionale.

La coopération régionale renforcée en matière de sécurité et de défense, aussi importante qu'elle soit, n'est qu'un élément d'une approche plus large visant à garantir la sécurité et la stabilité dans le Sud-Est de l'Europe et dans la région de la mer Noire. Les mesures décisives qu'ils entreprennent contre la corruption et les structures de la criminalité organisée créent les conditions préalables pour que la Bulgarie puisse jouer un rôle-clé dans la coopération régionale en ce domaine, en collaboration étroite avec ses futurs alliés.

La diplomatie bulgare a réaffirmé la disposition de son pays à apporter le potentiel, qui lui est reconnu, au renforcement de la sécurité, de la stabilité et de la coopération régionale dans le Sud-Est de l'Europe. L'association à l'Alliance de l'Atlantique Nord représente pour elle un intérêt national immédiat et une priorité stratégique. Les organisations non-gouvernementales et la société civile qui s'affirme, sont appelées à devenir l'un des supports de l'intégration euratlantique des nouvelles démocraties.

Pour conclure, la Bulgarie a toujours été et sera une partie intégrante de l'espace politique et spirituel européen.

2.4.2 La Géorgie

En Géorgie, comme dans le reste de l'Union soviétique, la Perestroïka s'est accompagnée de troubles sociaux et de heurts plus ou moins violents avec les autorités centrales. A Tbilissi, le 9 avril 1988, une manifestation a été violemment réprimée par les troupes soviétiques: il y aurait eu plus de vingt morts. C'est le début d'un processus d'hostilité croissante à l'égard du pouvoir central, qui culmine avec la déclaration d'indépendance du pays le 9 avril 1991, la rupture avec le communisme et le choix d'un président trop nationaliste pour ne pas devenir xénophobe. Sa souveraineté est contestée (séparatisme en Abkhazie). L'Ossétie du Sud a demandé son rattachement à l'Ossétie du Nord, laquelle relève de la Fédération de Russie. Les espoirs placés par la Géorgie dans le transit du pétrole de la mer Caspienne n'ont été que partiellement récompensés. Malgré les efforts du président Edouard Chevardnadzé, qui voudrait faire de son pays le centre nerveux d'une politique caucasienne dynamique, alors que se dessinent les contours d'une alliance privilégiée avec l'Azerbaïdjan et l'Ukraine, la gestion des relations avec la Russie reste la préoccupation essentielle (règlement des questions de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud).

Aujourd'hui la Géorgie est dans une situation de crise politique chronique. L'atmosphère politique a longtemps été caractérisée par la violence verbale d'une opposition parlementaire, par les démissions de chefs de l'Etat, tandis que le terrorisme frappait les responsables politiques.

Après l'effondrement de l'URSS, la Géorgie est tout d'abord restée à l'écart et n'a rejoint la CEI qu'en 1993. La Géorgie avait organisé une action militaire contre les insurgés abkhazes (le territoire d'Abkhazie est considéré comme un territoire séparatiste). Confrontée à une insécurité interne à cause de l'instabilité de la république autonome d'Abkhazie, la Géorgie a alors été obligée de signer l'accord sur la CEI.

Les conséquences de la guerre en Abkhazie pèsent lourdement sur l'économie géorgienne. La Géorgie a mis des grands espoirs dans la traversée de son territoire par des oléoducs pour faire contrepoids au retour en force de Moscou. Un accord signé entre les ministres de la Russie et de la Géorgie permet à la Russie d'utiliser quatre bases géorgiennes pendant une durée de 25 ans.

Malgré les relations de M. Chevarnadzé, le Président de la Géorgie, avec les chefs d'Etats occidentaux qui reconnaissent son action dans la chute du mur de Berlin, l'économie de la Géorgie reste la plus faible des Etats de la CEI.

L'Europe a investi assez largement en Géorgie qui pourrait accueillir le futur terminal pétrolier non russe sur la mer Noire. Des investissements très importants sont réalisés pour la construction du pipe-line Bakou-mer Noire par la Géorgie. En 1999, le terminal géorgien de Soupsa, sur la mer Noire, pourrait jouer un rôle important. Ce pays mène une politique libérale ouverte avec de nombreux partenaires pour éviter le commerce exclusif avec la Russie. De plus, le projet " TRACECA " appuyé par l'Union européenne, passe au coeur du pays. Il vise à ouvrir la " route de la soie du XXI ème siècle ". Cette voie (routière et ferrée) pourrait donner à la Transcaucasie un rôle de relais entre l'Europe et l'Asie centrale. La Géorgie, partenaire privilégié des Européens dans la région pourrait voir ses problèmes intérieurs s'apaiser. L'intérêt économique pourrait se montrer dans l'avenir meilleur " artisan de la paix ".

L'Europe participe dans le même temps, aujourd'hui, à la stabilisation politique de cette zone. En Géorgie elle traite avec son président, M. Chevarnadzé, pour arriver à une solution du conflit avec l'Abkhazie. Un " groupe des amis de la Géorgie " a été mis sur pied. Co-présidé par la France, il obtient pour l'instant des résultats très limités. L'Europe a engagé aussi des observateurs, français entre autres, au sein de la Mission d'Observation des Nations-Unies en Géorgie (MONUG) qui sépare les belligérants. Elle est distincte de la force de maintien de la paix russe présente sur place.

Largement bénéficiaire de l'aide occidentale, la Géorgie place ses espoirs dans le pétrole, la paix et l'avenir.

2.4.3 La Roumanie

Le peuple roumain est le plus oriental des peuples néo-latins de l'Europe, le seul qui avec son nom assure la perpétuité du nom de la vieille Rome. Les Roumains avaient été jetés par le Bon Dieu sur un bout de terre au carrefour de toutes les méchancetés.

Depuis toujours, la Roumanie appartient pleinement à l'Europe. Bâtie sur les valeurs européennes issues de la spiritualité judéo-chrétienne et du rationalisme grec, elle n'a cessé d'y prouver son attachement tout au long de son histoire. Dans cette optique, la Roumanie, en cohérence avec la latinité qu'elle a toujours revendiquée, s'adresse comme par le passé aux pays occidentaux et en particulier à la France.

La francophilie affichée par le peuple roumain s'inscrit en fait dans un contexte de continuité. Dès 1789, la Moldavie et la Valachie vivaient une forte influence culturelle française à laquelle les élites roumaines empruntèrent " l'idée de nation ". Les actions conduites par Napoléon III, ensuite par Clémenceau s'avérèrent déterminantes pour la création de la Roumanie.

Dès 1886, la Roumanie s'est dotée d'une des constitutions les plus démocratiques de l'époque, selon le modèle belge. En 1923, une nouvelle Loi fondamentale allait garantir la protection des minorités et le suffrage universel.

Alors qu'il n'y avait en 1945 que quelques centaines de communistes roumains, le pays dut subir une occupation militaire soviétique dévastatrice. Cette situation catastrophique explique pourquoi le retour de la Roumanie à une certaine " normalité démocratique " ne se soit pas vraiment produit en 1989-1990.

L'évolution récente de la Roumanie est marquée par une volonté de rompre avec un passé pesant et une incapacité à la mettre en oeuvre en raison de permanence historique. Sa révolution comporte trop d'incertitudes pour que l'on puisse affirmer qu'elle avait résolument pris le parti de modifier son destin. En fait une véritable croisée des chemins s'offre à elle; il lui reviendra d'opérer un tri dans un ensemble d'ingrédients qui, à long terme, sont de nature à lui permettre de progresser vers une démocratie réelle, tout en se gardant, à court terme, de choix qui ne pourraient que la maintenir dans son actuel état de société attardée.

Ces espoirs à long terme peuvent permettre à la Roumanie de modifier le cours de son histoire en rompant enfin avec un passé marqué par la continuité et l'inertie. Mais il faudra du temps pour que ces forces et idées nouvelles prennent forme au point de pouvoir infléchir le destin roumain et amener ce pays vers un nouveau type de société. Il faudra également qu'à court terme les risques évidents de continuité ne l'emportent pas sur les chances de rupture.

La Roumanie a été le premier pays de l'Europe centrale et orientale (PECO) qui a signé en 1974 un accord commercial - lui conférant un statut préférentiel - avec la Communauté Economique Européenne (CEE). Le 7 janvier 1990, des relations diplomatiques se rétablissaient entre la Roumanie et CEE. Le lendemain a été signé un *Accord sur le commerce et les relations économiques entre la Roumanie et la Commission des Communautés européennes*, qui entra en vigueur en 1991.

Après l'implosion de l'Union soviétique, le partenariat économique des PECO avec l'Europe de l'Ouest s'approfondit, menant à l'idée de *l'Accord européen d'association*. Une assistance financière a été conçue: le programme Phare. La Roumanie commencera les négociations pour *l'Accord européen d'association* en mai 1992 et les terminera en février 1993. Après la mise en place d'un *Accord intérimaire sur le commerce*, entré en vigueur en juin 1993, elle devint membre associé de l'Union européenne, le 1er février 1995.

La Roumanie a demandé officiellement à adhérer à l'UE, le 22 juin 1995. Pour la Roumanie, l'adhésion à l'UE serait l'aboutissement de la construction d'une vraie démocratie, basée sur une économie de marché fonctionnelle. Une étroite coopération, non seulement avec l'UE, mais aussi avec les autres pays membres du G-24, les autres PECO, la Russie et les pays voisins s'avère indispensable. La Roumanie s'est fermement engagée sur cette voie.

Les élections de novembre 1996 ont amené au pouvoir une coalition qui mise sur le devenir de la Roumanie à l'intérieur des structures européennes et qui a décidé de tout mettre en oeuvre pour y aboutir. Les réformes qui permettront de satisfaire aux critères définis par le Conseil européen de Copenhague se sont ainsi retrouvées de manière naturelle dans le programme du gouvernement de coalition.

Il faut souligner que c'est au niveau des mentalités que les dégâts d'un demi-siècle de communisme sont les plus durs à effacer. La convalescence d'un pays qui sort du communisme est longue, car la personnalité même de l'homme a été atteinte. Forte de ses profondes valeurs européennes, la Roumanie saura cependant surmonter cette immense difficulté. La réalité des réformes et la mise en place de la démocratie et d'une économie de marché en sont les gages.

La société roumaine porte le poids d'un passé qui se mêle intimement à son présent et lui impose des lignes de forces desquelles il lui est extrêmement difficile de se démarquer. Tant et si bien qu'aujourd'hui il apparaît nécessaire de tirer la conclusion, qu'en dépit des espérances que la révolution de décembre 1989 avait momentanément suscitées, la Roumanie se situe pour l'essentiel dans un contexte de continuité que caractérisent des structures traditionnelles archaïques. Cependant, au plan géostratégique, les équilibres régionaux ont profondément évolué et, s'ils permettent dorénavant aux particularismes des nations de se développer librement, ils sont également susceptibles de favoriser de véritables changements.

La Roumanie, quant à elle, a bien recouvré sa romanité. Mais ce nouvel enfantement

d'elle - même s'opère dans des douleurs qui relèvent de maladies chroniques auxquelles il revient, si elle désire véritablement acquérir le statut d'Etat souverain moderne, d'appliquer des thérapeutiques adaptées. En cette période cruciale, la France se tient à côté d'elle, soutient son idéal européen et encourage sa volonté de réforme. Elle le fait en raison de leur histoire commune et des affinités profondes, de leurs liens de l'esprit, du coeur et de l'action qui, depuis toujours, unissent les deux pays.

C'est que notre amitié est ancienne. C'est l'amitié de deux vieilles nations latines, une amitié qui s'est bâtie sur des racines culturelles et des valeurs de civilisation communes. Elle s'est nourrie, au long des siècles, de la similitude de leurs combats nationaux, de la ressemblance de leurs caractères, d'un même attachement à leur liberté et à leur indépendance, et d'une même volonté farouche de préserver leur âme et leur identité.

L'enjeu de la sécurité, qui a été l'un des moteurs de la création de la Communauté européenne, demeure au premier plan du processus d'intégration et d'élargissement entamé en ce fin de siècle par l'Union européenne. Mais pour l'Europe, la sécurité d'aujourd'hui et de demain relève également et surtout des incertitudes et des dangers liés à la corruption et au crime organisé: trafic de drogue, commerce illégal des produits radioactifs, contrebande de toutes sortes. Le nouveau gouvernement roumain s'est engagé à combattre ces fléaux en prenant des mesures fermes contre la corruption, en réorganisant la police, les services d'information et en créant le Comité national de lutte contre la corruption sous la responsabilité directe du Président de la Roumanie.

Aux difficultés économiques internes s'ajoutent les externes. La Roumanie a fait siennes les décisions du Conseil de Sécurité visant les mesures préventives ou coercitives à l'égard de certains Etats. Dans le cas de l'Irak, la Roumanie a perdu 3,5 milliards de dollars des EU, et dans le cas de la Yougoslavie 4 milliards de dollars des EU. Mais elle n'a reçu aucune compensation. Il est temps de créer un mécanisme spécial des Nations Unies, ayant le mandat de se pencher sur les compensations. Tout retard ne fait que mettre en question la crédibilité du régime des sanctions.

A cause de ses ressources, de sa situation géographique et de sa position (valeur) stratégique qui lui confèrent la chance d'être incluse dans la politique des grands pouvoirs et dans leurs plans géostratégique, la Roumanie ne peut pas se permettre le risque des hésitations insurmontables qui peuvent la placer dans une isolation anormale pour préserver les intérêts nationaux. Les traditions politiques lui permettront d'affirmer que, dans l'avenir également, elle signera des alliances politico-militaires. Mais comme le montreront alliances, il est très difficile de répondre, parce que la période présente est caractérisée par des évolutions complexes et imprévisibles.

Sur le plan régional, la Roumanie est engagée dans une nouvelle réflexion sur la collaboration multilatérale dans les Balkans, dans la collaboration économique dans la zone de la mer Noire, et dans le même temps avec les pays riverains au Danube, et sur un plan plus large, pour l'intégration dans les structures euratlantiques.

La Roumanie a bien maîtrisé ses problèmes et, peu à peu, elle est devenue un facteur très important de stabilité dans l'environnement balkanique et central-européen. Elle a été le premier pays du PECO à avoir adhéré au Partenariat pour la Paix, et à présent, notre armée s'entraîne également en vue des opérations humanitaires et de maintien de la paix sous les auspices de l'ONU.

2.4.4 La Russie

La Russie, l'empire tsariste, l'URSS ou la Fédération Russe est une entité historique qui, depuis le Tsar Pierre le Grand au début du XVIII^{ème} siècle, a un rôle de grande puissance sur la scène stratégique internationale. Sa position entre l'Europe et l'Asie, sa grande extension territoriale, sa diversité ethnique et son histoire particulière ont donné à la Russie une personnalité singulière comme Nation et comme acteur stratégique. Cette personnalité singulière explique en grande partie la perception par les Etats occidentaux de la Russie comme une menace, encore aujourd'hui.

L'année 1991 sera achevée sur un *big bang* à l'échelle terrestre: la fin de l'URSS. Septième et dernier tsar de la dynastie communiste, Mikhaïl Gorbatchev a abdiqué, le 25 décembre au soir. Le drapeau rouge a été amené, soixante-neuf ans presque jour pour jour après avoir été hissé pour la première fois. Les Etats-Unis, la CEE, la Chine, l'ONU, reconnaissent de facto ou de jure, les uns après les autres, les quinze Etats issus de l'ancienne Union.

Les puissances occidentales et en premier lieu les Etats - Unis, suivis de près par le groupe des puissances de l'Union européenne, vont dès lors, user de toute leur influence pour faire en sorte de permettre à la Russie de Boris Eltsine de combler ce vide, source de déséquilibres et de déstabilisation planétaire.

La Russie représente un peu plus de la moitié de la population totale de l'ex-URSS soit environ 150 millions d'habitants. Malgré la superficie importante des régions, districts autonomes ou républiques autonomes, la Russie est peuplée à plus de 82 % de russes.

La Russie est un grand pays (41,67 % de la superficie du continent) sûr de sa force, qui occupe une position géopolitique centrale et qui est capable de réutiliser sa puissance militaire. Elle dispose d'énormes ressources naturelles, mais elle est incapable d'en tirer des bénéfices.

Au plan économique, la Russie est dans une situation dramatique. En matière de politique étrangère, il est de plus en plus clair qu'elle entend tenir son rôle de puissance mondiale, malgré des situations politique et économique encore fragiles et des moyens nettement réduits. De fait, elle ne constitue plus une menace sérieuse car elle a ses propres problèmes de sécurité, d'autant plus graves que l'armée est profondément affaiblie, démoralisées. Les criminels ont vite profité de l'effondrement de l'URSS, les mafias se sont développées plus rapidement que les relations commerciales. Des " participations croisées " existent, les ramifications des organisations russes se retrouvent jusqu'en France comme l'ont démontré certains règlements de compte.

Les deux objectifs nationaux principaux sont définis dans le document d'avril 1993 sous la forme de quatre intérêts vitaux:

- appuyer le processus de constitution de l'Etat et protéger son intégrité territoriale;
- créer les conditions assurant la stabilité et l'irréversibilité du processus de réformes politiques et économiques;
- assurer la pleine participation de la Fédération russe au processus de modélisation des nouvelles relations internationales;
- garantir à la Fédération russe une place importante sur la scène internationale.

Au travers d'un long processus de désagrégation des structures de l'Etat soviétique, c'est à une profonde réforme de la stratégie militaire à laquelle nous assistons. L'Union soviétique avait une stratégie résolument offensive mettant en oeuvre des forces nombreuses, suréquipées, bien entraînées, provenant de l'ensemble des pays soviétiques mais sous commandement direct de Moscou. La Russie est passée à une stratégie strictement défensive, mettant en oeuvre des forces de couvertures (900 000 hommes) soutenues par des forces

mobiles limitées (285 000 hommes). L'arme nucléaire, considérée dans le passé comme une artillerie destinée à appuyer l'offensive n'est désormais plus qu'un moyen politique de dissuasion, donc éminemment défensive. Les effectifs ont fortement baissé pour atteindre un total réalisé d'un million trois cent mille hommes (pour des droits ouverts d' un million sept cent mille hommes). La professionnalisation des Forces Armées, promise par le Président Eltsine pour l'an 2000, et la participation aux opérations de maintien de la paix marquent un rapprochement avec les armées occidentales.

Pays au territoire immense, fermé et peu favorisé par le climat, la Russie a toujours vécu dans un habit trop grand pour elle. Tout au long de leur histoire, les Russes n'ont cessé de se demander ce qu'ils étaient vraiment: des Européens de l'Est, des Orientaux de l'Ouest ou un peuple inclassable et porteur d'une culture totalement à part. Cette quête d'identité va les pousser à se donner des défis extérieurs qui serviront de ciment pour combler le vide intérieur, colmater les fissures qui traversent le pays et souder la société. A chaque fois, ils se sont extirpés du désastre pour marcher au triomphe. Face à l'amplitude des problèmes, la Fédération russe a senti la nécessité d'intégrer une stratégie militaire dans le processus global de définition de la stratégie nationale. Les principaux objectifs à atteindre pour la stratégie militaire russe sont les suivants :

- garantir l'intégrité territoriale de la Fédération russe;
- contribuer par sa politique nucléaire à donner à la Fédération russe son rang de grande puissance ;
- contribuer à la politique nationale de construction d'un ceinturon défensif autour de la CEI et des Pays Baltes et de participation au réseau d'accords bilatéraux ;
- disposer d'une force capable de remplir les missions fixées par la politique nationale: opération de maintien de la paix, protection des minorités russes et défense des intérêts vitaux.

Le sujet de discorde principal a été avant tout l'élargissement de l'OTAN. Totalement opposée au principe, la Russie s'est peu à peu rangée à l'idée que les pays d'Europe centrale et orientale avaient le droit d'organiser leur sécurité comme ils l'entendaient. Les indéniables avantages qu'elle a tirés de la signature en mai 1997 de l'acte fondateur entre elle et l'OTAN l'ont poussé à accepter cette nouvelle donne sans trop de difficultés. Ce litige résolu, on va sans aucun doute assister à une augmentation significative des relations politiques et commerciales.

Les Russes considèrent le Caucase comme une zone vitale pour leur sécurité et leur économie. Ils sont parvenus à conserver sous leur contrôle l'ensemble de l'ex-Caucase soviétique. Leur tactique a consisté à entretenir partout l'instabilité en fomentant ou encourageant des troubles inter - ethniques pour justifier ensuite leur présence militaire au titre du " maintien de la paix ". Cette stratégie du " diviser pour mieux régner " a également permis aux Russes de limiter l'indépendance des pays transcauciens comme l'Arménie, la Géorgie ou l'Azerbaïdjan en leur imposant un retour au sein de la Communauté des Etats Indépendants pour retrouver la paix. L'objectif final des Russes pourrait être de contrôler les flux de pétrole entre Caspienne et mer Noire. Ce serait pour eux un facteur de puissance majeur au début du XXI ème siècle. Etant donnée l'instabilité dans la zone, il leur est facile de se présenter comme seul pacificateur efficace. La Russie est aujourd'hui convaincue que les

républiques autonomes lui seront reconnaissantes de leur relative liberté. Elle est également persuadée qu'elle sera acceptée comme leader naturel puisqu'elle est la plus puissante.

2.4 5 La Turquie

La Turquie moderne est l'oeuvre d'Ataturk au début des années 1920. Il a mis à profit l'échec de l'empire ottoman lors de la première guerre mondiale pour occidentaliser son pays. Ainsi, la Turquie est le seul pays musulman qui utilise l'alphabet latin et qui a substitué le dimanche au vendredi comme jour férié hebdomadaire. Elle offre un visage européen qui se manifeste par de nombreux critères de convergence vers l'Europe : sa géographie, son histoire, son adhésion à l'Alliance Atlantique, son économie développée, son rôle de moteur de la coopération autour de la mer Noire et de pays intermédiaire pour les relations avec les républiques musulmanes de l'ex-URSS.

La géographie de la Turquie qui enjambe le Bosphore en unissant l'Europe à l'Asie permet de distinguer deux ensembles:

- les régions maritimes, d'ailleurs nommées d'après les mers qui les bordent - la mer Noire, la Marmara, l'Égée et la Méditerranée;

- les régions intérieures - Anatolie centrale, Anatolie occidentale, Anatolie orientale,

Anatolie sud-orientale, Côte de la Méditerranée, Côte de la mer Noire, Côtes des mers Marmara et Égée, Thrace.

A l'aube du XXI^{ème} siècle, la Turquie est un pays important et controversé, situé à la jonction de l'Europe et de l'Asie. Son évolution future en fera un pays déterminant pour cette région. Par son dynamisme démographique, son potentiel économique riche et son accès précoce à la modernité politique, comparée aux autres pays islamiques, la Turquie est un pays au destin original. En ce sens, dresser un bilan géopolitique du fait turc permet de mieux comprendre les enjeux actuels, qui situe la Turquie, en cette fin de siècle, à la croisée des chemins.

Située à la jonction d'un monde arabo-musulman en pleine mutation, d'une péninsule balkanique en proie à des conflits meurtriers et d'un espace russo-asiatique en recomposition depuis la chute du communisme, la Turquie s'interroge sur son rôle géostratégique.

Pays à deux visages, la Turquie est aujourd'hui plus que jamais tiraillée entre l'Occident et l'Orient. Elle a besoin de l'Europe, son premier partenaire économique et son modèle de société. Mais son autre visage semble plus oriental ; elle doit intervenir au Kurdistan, bafoue les libertés fondamentales et voit l'Islam reprendre de l'importance.

Sur le plan régional, elle doit composer avec un environnement mouvant et complexe en s'accommodant des pressions russes et occidentales. Autant d'éléments qui expliquent une politique mesurée vis-à-vis du monde arabe et de l'Asie centrale, et retenue vis-à-vis des Balkans et du Caucase. Au cours d'une seule année la Turquie a assisté au bouleversement de son environnement géopolitique avec la crise du Golfe, l'éclatement de la Yougoslavie et l'effondrement de l'Union soviétique.

La Turquie connaît de nombreux problèmes, tant au niveau de sa politique intérieure qu'extérieure, mais possède des atouts spécifiques, qui font de ce pays un cas intéressant du point de vue géopolitique.

Les traits caractéristiques de la politique extérieure turque sont une réorientation de ses axes d'efforts et une diversification géographique, tournées vers le Moyen - Orient, et non plus exclusivement vers l'Occident. Il se dégage une première caractéristique, qui est sa constante fidélité, depuis 70 ans, au champ occidental. Le fait d'être la seule république laïque en terre d'Islam, lui procure un intérêt stratégique indéniable, la volonté de devenir un interlocuteur privilégié pour stabiliser la région du Moyen-Orient. Le rapprochement des cultures et des religions peut aider à résoudre les problèmes récurrents de cette partie du globe.

Pour en arriver à ce stade, la Turquie doit cependant résoudre un certain nombre de problèmes et pour cela engager des réformes difficiles, mais courageuses. Si la Turquie y était seule, la tâche semblerait trop lourde. Aidée par les pays occidentaux, elle y parviendra et c'est à ce prix qu'elle deviendra, dans le premier quart du XXI^{ème} siècle une puissance régionale reconnue. Le succès repose donc sur elle-même, mais aussi sur le pouvoir de clairvoyance de l'Occident.

La Turquie est à la convergence de trois grands ensembles qui sont l'Europe, le monde musulman et la Russie. Son intégration au sein de l'Union européenne représente un enjeu important pour la préservation de la paix dans les Balkans. C'est l'objet en "équilibre instable" entre un occident chrétien et un orient musulman, sujet d'opposition indirecte entre les Etats - Unis (qui y disposent notamment de bases militaires) et la Russie (cette dernière est suspectée d'entretenir d'importantes ventes d'armes à l'Iran, à la Syrie et à Chypre), elle représente l'élément déterminant qui permettra peut-être à l'Union européenne de tenir un rôle de premier rang dans cette région du monde.

2.4.6 L' Ukraine

L'Ukraine, comme la Pologne et les pays Baltes, est avant toute une vaste plaine, facilitant les passages commerciaux ou militaires. Ainsi, l'histoire de l'Ukraine est émaillée par les venues multiples de conquérants étrangers, principalement en Crimée et dans le

Donbas, jeu d'influence avec quatre acteurs: les Ukrainiens, les Cosaques, les Tatars de Crimée et les " Moskals ", un terme hostile désignant les Russes. L'histoire de cet état est encore aujourd'hui le sujet d'un affrontement aigu entre une version russe, une version ukrainienne et, maintenant, en retrait, une version polonaise.

En 1991, dans le sillage de l'effondrement de l'URSS, nous avons vu s'établir une nouvelle puissance européenne, à savoir l'Ukraine. A cause de sa taille géographique et de sa démographie, ce nouvel Etat est souvent comparé à la France. Au cours des sept ans qui se sont écoulés depuis l'indépendance, l'Ukraine a manoeuvré prudemment pour garder sa liberté vis-à-vis de sa puissante voisine, la Russie.

Son indépendance va prouver que le potentiel ainsi exprimé, sorti du réseau de production et d'échanges de l'ancienne URSS, ne pouvait pas s'adapter en un jour au système économique libéral, à ses exigences commerciales et aux périls diffus de l'après-guerre froide. Elle reste néanmoins un élément très important de l'équilibre régional ; sa population, nombreuse, travailleuse et éduquée, ses industries, son agriculture, ses infrastructures, tous ces atouts attendent seulement une réorganisation et un élan politique pour redevenir réels.

L'Ukraine a maintenant réglé la plus grande part de ses problèmes de frontières et de minorités qui pouvaient la séparer ou pire, l'opposer à la Russie. Mais rien n'a été signé avec la Russie; et chaque période de tension fait renaître en Ukraine la crainte de son expansionnisme. Une chose paraît cependant certaine : pour mener sa politique de réformes économiques, la Russie a besoin de l'Ouest, elle doit satisfaire les exigences de puissance de l'Amérique, et se plier aux demandes des banquiers européens. Elle ne doit surtout pas donner l'idée qu'elle a des ambitions impérialistes, d'où le flou qu'elle entretient sur les questions de la Crimée et de ses minorités, par l'alternance de ses menaces et de ses concessions. Nous laissons donc de côté, pour l'instant les rapports de sécurité entre l'Ukraine et la Russie, les réservant pour la réflexion consacrée à la Russie; mais nous examinerons avant cela les moyens employés par les Etats et les organisations occidentales pour donner à Kiev le sentiment de leur soutien, dans un jeu qui s'annonce inégal.

En mars 1995, l'Ukraine, qui n'avance que très lentement (par rapport aux autres Etats) sur la voie des réformes est parvenue à un accord avec le FMI pour tenter de diminuer la chute de sa monnaie, de libéraliser son commerce extérieur, et de parvenir à un moindre déficit budgétaire. Elle a obtenu un crédit de 2 milliards de dollars US pour lui permettre de faire face à ses échéances. Cette manne, comme c'est souvent le cas, l'a aidée à régler d'autres contentieux : la Russie et plusieurs pays occidentaux lui ont accordé de nouvelles conditions pour le remboursement d'emprunts antérieurs.

L'Ukraine a déclaré qu'elle peut adhérer à l'OTAN, mais les analystes jugent que la perspective d'adhésion à l'OTAN soit très éloignée. D'après les évaluations du Comité Consultatif Ukraine - Etats-Unis, l'année 2010 est un délai réaliste pour entrer entièrement dans l'Alliance. Le problème est toutefois incertain bien que les autorités de Kiev courtisent l'Alliance. Dans le même temps il existe une option de la neutralité, option très attractive, premièrement parce qu'elle peut être la voie entre les deux tendances de la politique interne, deuxièmement parce qu'elle semble être une solution acceptable pour la Russie qui exprime en permanence son hostilité à l'extension de l'OTAN vers l'Ouest.

Au-delà des incertitudes ce pays reste un acteur politique significatif sur la scène internationale, un acteur dont tous les arrangements zonaux de sécurité devront tenir compte.

2.5 Le cadre économique : Zone de coopération économique de la mer Noire

(ZCEMN)

Conscients de leur communauté d'intérêts, les pays de la mer Noire cherchent à définir de nouvelles ententes et à valoriser de nouvelles routes commerciales. Mais leurs objectifs est plutôt d'intégrer l'UE car cette zone reste agitée par de nombreux conflits, latents ou déclarés.

La **Zone de coopération économique de la mer Noire** (ZCEMN), dans laquelle on peut voir l'un des maillons de cette construction européenne d'ensemble, répond avant tout aux considérations suivantes:

- la possibilité pour les pays de la mer Noire de constituer un bloc économique à partir de leur proximité géographique, de leurs structures économiques européennes englobant le continent tout entier, ce qui contribuerait au renforcement du processus enclenché avec l'Organisation sur la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) ;

- la volonté d'instaurer la paix, la stabilité et la prospérité dans la région de la mer Noire ;

- l'engagement en faveur d'une économie de marché permettant la libre circulation des biens, des services et des capitaux à travers les frontières nationales, et favorisant par là même le développement des relations économiques ;

- la reconnaissance du rôle que les gouvernements ont à jouer pour créer des conditions propices à la coopération, en particulier dans le secteur des infrastructures ;

- la nécessité d'adopter des formes souples de coordination des efforts faits pour renforcer la coopération bilatérale et multilatérale dans la région ;

- la nécessité d'intégrer davantage la région de la mer Noire dans l'économie mondiale ;

- l'importance des mécanismes concrets (Banque pour le commerce extérieur et l'investissement, par exemple) pour favoriser le développement des échanges, de services notamment.

C'est au début de 1990 que l'idée d'une " Communauté " de la mer Noire a été lancée par l'ancien ambassadeur de Turquie aux Etats - Unis, Sukru Elkdag. Puis le Président de la République de Turquie, Turgut Ozal, entreprit de la concrétiser sur le plan politique et en novembre et décembre 1990, le ministre turc des Affaires étrangères organisait une première série de réunions pour définir le programme de coopération. La réalisation proprement dite allait être engagée avec la rencontre à Ankara, du 19 au 21 décembre 1990, de représentants de la Turquie, de l'ex -URSS et de certaines républiques (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldavie, Ukraine), de la Roumanie et de la Bulgarie. Cette première réunion devait

confirmer l'existence d'une volonté politique parmi les pays de la région, et mettre en relief l'importance du projet pour la coopération économique régionale.

Il est décidé d'établir un document définissant les grands principes directeurs de ce quadrilatère à l'issue d'une réunion technique tenue à Bucarest les 12 et 13 mars 1991. Le groupe de travail se réunit ensuite à Sofia du 23 au 25 avril, puis à Moscou les 11 et 12 juillet 1991 et rédigeait un document définissant le cadre de la coopération régionale. La Grèce et l'ex-Yougoslavie assistaient à la réunion en qualité d'observateurs et la seconde allait présenter sa demande d'adhésion le 22 novembre 1991. Le document final, qui est divisé en quatre parties (introduction, buts et principes, relations intergouvernementales, coopération non gouvernementale, structure organisationnelle et composition) et qui comprend dix-huit articles, a été signé le 3 février 1992, à Istanbul, par les délégués de neuf pays participants (Arménie, Azerbaïdjan, Bulgarie, Géorgie, Moldavie, Roumanie, Russie, Turquie et Ukraine).

Il prévoit de façon générale une coopération en matière de transports, communications, énergie, agriculture, exploitation minière, tourisme, industrie, médecine et environnement, dont le modèle repose essentiellement sur le secteur privé. Pour leur part, les Etats interviendront en adaptant leurs lois et réglementations pour favoriser l'implantation d'entreprises et fixer les conditions d'octroi des visas et des titres de séjour. Ils doivent également envisager la création d'une banque de la mer Noire pour le commerce extérieur et l'investissement pour la zone de la mer Noire. Cependant, la diversité des structures économiques des pays riverains donne à chacun une vision différente, voir contradictoire, des perspectives de coopération.

La ZCEMN peut être considérée comme l'un des éléments d'une " Europe plus vaste " en même temps qu'une tentative de coopération régionale. Et elle deviendra peut-être aussi un moyen pour l'Ouest d'aider à la reconstruction des anciens pays de l'Est. L'établissement d'un " bilan " et la collecte de données sur la situation économique et sociale des pays participants ne manqueront pas de favoriser la coopération et les investissements et de susciter l'intérêt des grandes places financières mondiales. La Banque de commerce et de développement de la mer Noire, dont la BERD compte devenir l'un des partenaires, aura un rôle décisif à jouer pour aider les pays membres à résoudre leurs difficultés financières.

Les problèmes économiques et sociaux et l'instabilité politique qui sont actuellement le lot de la plupart d'entre eux ne doivent pas être considérés comme déterminants à moyen et long terme. Dans le cadre de l'économie de marché, l'existence d'une population nombreuse et un riche potentiel de production dans différents secteurs sont en effet des atouts qui laissent bien augurer de l'avenir de la ZCEMN. Dans l'avenir proche, il est vrai, le projet n'aura sans doute qu'un impact extrêmement limité sur le développement régional. Pour le moment son importance est surtout politique, parce qu'elle réunit autour d'une même table des voisins qui ont souvent nourri une profonde méfiance les uns envers les autres, mais qui, pour la plupart, ont conscience que ce projet est vital pour leurs partenaires comme pour eux-mêmes. Le climat d'acceptation, d'entente et de confiance mutuelle qui s'installe peu à peu et la signature d'accords bilatéraux et multilatéraux entre les Etats membres permettent d'espérer que la région de la mer Noire sera à l'avenir une zone de paix et de prospérité.

La ZCEMN n'est donc pas un substitut à l'UE, pas plus qu'elle ne peut être un moteur de croissance important pour les Etats riverains. Elle autorise cependant un certain rééquilibrage des échanges et permet de stabiliser une zone aux intérêts politiques et ethniques

complexes : tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'Ukraine et la Russie, la Grèce et la Turquie. En ce sens, la ZCEMN est déjà une réussite politique.

Quelles que soient les difficultés générales que ses membres rencontrent dans leurs rapports quotidiens (c'est ainsi que la presse turque tire en permanence à boulets rouges sur le fait de dialoguer avec la Grèce et l'Arménie; c'est ainsi également que l'Albanie, la Moldavie et l'Ukraine n'ont pas de missions diplomatiques...), la ZCEMN reste un moyen de normalisation qu'ils ne veulent pas négliger, car ils ont tous comme premier souci de maintenir les contacts et d'éviter la naissance de nouvelles crises. Elle suit en cela les leçons de l'Union européenne, avec laquelle, comme ses membres, elle souhaite pouvoir coopérer et à laquelle éventuellement elle souhaite s'intégrer en suivant l'exemple de la Grèce.

La Roumanie est favorable au développement d'un axe Bucarest - Ankara ainsi qu'à la reprise des échanges avec la Bulgarie, qui ne représente pas plus de 8% de son commerce extérieur. Bien que le commerce avec la Turquie reste marginal, la balance penche en faveur de la Roumanie qui exporte des produits pétroliers et chimiques, des biens d'équipement et importe des matières premières. Bucarest serait d'autant plus appelée à jouer un rôle central dans la ZCEMN.

Les situations économiques critiques de l'Ukraine, de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan ou de la Géorgie rendent ces pays très favorables à tout partenariat. La Turquie a profité du vide provoqué par l'effondrement commercial de l'ex-URSS pour s'implanter dans cette zone, essentiellement à cause des ventes de l'industrie légère. La Turquie représente ainsi 42% des importations géorgiennes, 15% de celles de l'Arménie, et absorbe 8% des exportations ukrainiennes.

La multiplication des conflits et la désorganisation de l'activité dans les pays d'Asie centrale, alors que l'influence de la Russie y est encore forte, ont conduit la Turquie à privilégier les relations avec les pays de la ZCEMN. Ce dernier espace représenterait un marché de plus de 2,3 milliards de dollars en l'an 2000 pour les entreprises turques, l'équivalent de leurs exportations actuelles vers les pays arabes.

La ZCEMN est donc en voie d'institutionnalisation, ce qui est une garantie de continuité pour des opérations, quels que soient les relatifs dangers de bureaucratisation que cela induit. Elle est aussi, à l'orée de sa troisième année d'âge, en quête d'opérations de plus en plus concrètes. La Russie a ainsi officiellement déclaré son intérêt pour une proposition, faite en 1993 par des industriels Turcs de créer une communauté du charbon et de l'acier dans le bassin de la mer Noire, et des discussions sont en cours pour lancer cette opération beaucoup plus complexe que celle engagée jadis en Europe par Jean Monnet, car nous avons là affaire à des Etats sans liens antérieurs, et " dans une situation de crise post totalitaire "(l'expression est de M. Chevarnadzé, après son accession à la présidence de la Géorgie).

Malgré la volonté de faire de ce pacte un organe aussi léger que possible, les participants n'ont pu éviter de se doter d'un secrétariat international permanent, installé à Istanbul, et d'une Assemblée parlementaire, qui sera certainement fixée à Istanbul également ; au sein de cette Assemblée ont été créés des commissions, dont au moins deux, les commissions juridique et économique, ont déjà tenu des réunions. Il est certain que la lutte contre la bureaucratisation devra aussi être un objectif permanent de l'organisation.

Il est toujours possible de critiquer une organisation internationale ; celle-ci, avec le flou de son organisation, son manque apparent de résultats tangibles, et la lenteur de sa mise en place, n'échappe pas à la règle. Reconnaissons néanmoins qu'elle existe, qu'elle se prolonge, et qu'elle s'étoffe : les réunions des hommes politiques sont régulières, et celles des techniciens

sont nombreuses et fructueuses. Même si la démarche adoptée reste pondérée, car la modestie des moyens économiques de chaque Etat proscrit l'ambition d'une intégration avancée, les résultats pouvant aider à dépasser les problèmes actuels de la zone.

3 . LES FACTEURS D'EVOLUTION

3.1 La situation de la Russie

Entre novembre 1989 (chute du mur de Berlin) et août 1991 (désagrégation de l'URSS) se déroulèrent une série d'événements qui dessinèrent un nouveau scénario stratégique. La Fédération russe avait rompu politiquement avec son passé soviétique et tentait de se rapprocher des modèles occidentaux, avec de grandes difficultés sociales et économiques. La division de l'Europe en deux blocs avait laissé la place à un espace européen sans équilibre ni zones d'influence au sein duquel les anciens Etats de l'Est aspiraient à s'intégrer à l'Europe Occidentale. Les anciennes républiques asiatiques de l'URSS étaient le théâtre de nombreux conflits qui menaçaient la sécurité de la Russie. La séparation de l'Ukraine a créé une grave fracture dans la nation russe et dans le patrimoine de l'Etat soviétique dont la Fédération était héritière. La Russie était revenue plus de 200 ans en arrière dans son processus d'extension territoriale et avait perdu sa position majeure sur la scène internationale.

Jusqu'à l'année 1993, la Russie restait absorbée dans ses problèmes de transition politique et de lutte pour le pouvoir. La Fédération russe a défini une stratégie nationale, conséquence de la forte pression nationaliste interne et des échecs du processus de modernisation. Compte tenu de l'instabilité dont souffrait l'Etat, la lutte pour le pouvoir était un élément très important lors du processus de définition de son modèle stratégique, en particulier pour le problème des relations avec l'Occident. Un autre problème dont il faut tenir compte dans l'étude de la stratégie de la Fédération russe est la crise dont souffrait l'appareil d'Etat du fait de la prolifération de structures de pouvoir parallèles.

Le principal obstacle rencontré dans la définition d'une nouvelle politique était l'existence de deux courants d'opinion divergents, les " occidentalistes ", partisans d'un

rapprochement rapide avec l'Ouest, et les " conservateurs ", qui s'y opposaient avec des thèses moins ouvertes. Pour autant, il fût nécessaire de trouver un compromis entre les deux tendances ce qui supposait un premier pas important pour dépasser l'affrontement entre l'exécutif et le législatif.

En 1992, la Russie renonçait définitivement à l'idée de forces armées communes avec la CEI et créait officiellement les forces armées de la Fédération russe. En septembre 1996, le Commandement Suprême des forces Armées unifiées de la CEI fût remplacé par un Organisme de Coordination Militaire de la CEI. La quasi-totalité des forces de l'ex URSS intégrèrent les nouvelles forces armées russes à l'exception des unités stationnées en Ukraine et Biélorussie.

La division des forces armées soviétiques a posé des problèmes importants. Tout d'abord l'arsenal nucléaire était divisé (Fédération russe -80%, Ukraine-10%, Kazakhstan-6% et Biélorusse-4%). L'appui ferme des Etats-Unis à la revendication russe d'hériter seule du statut de puissance nucléaire a facilité les accords entre les Républiques et la Fédération russe. La Russie avait hérité de la majeure partie des forces navales de la Flotte mais c'était l'Ukraine qui disposait des arsenaux et des bases permettant de les maintenir en état. Les prétentions de la Russie sur la base de Sébastopol, en échange d'une partie de la Flotte, posait un problème de souveraineté à l'Ukraine et ravivait le contentieux au sujet de la Crimée. En outre, la rupture territoriale entraînait la fracture du système fixe de surveillance et d'alerte antiaérien. La Fédération russe n'avait pas la capacité économique pour compléter un système de couverture de la totalité de ses frontières. Enfin la présence de nombreuses troupes hors des frontières a obligé les forces armées à réaliser un important effort de redéploiement. D'autre part les accords du traité FCE (Forces Conventionnelle en Europe) répondaient à une structure territoriale dépassée et étaient alors en déphasage avec les priorités défensives du flanc Sud et du district militaire de Moscou.

En novembre 1993, le Conseil de Sécurité (russe) approuvait le document "*Fondement de la doctrine militaire de la Fédération russe*". Selon le concept traditionnel soviétique, par " doctrine militaire ", il faut comprendre directives de politique militaire de l'Etat, mission et organisation des forces armées. On peut cependant considérer ce document comme la base de la stratégie militaire. Bien que le document approuvé ne soit pas connu, le ministère de la défense en a tiré un texte publié dont les principaux aspects sont les suivants:

- la Russie ne considère aucun Etat comme ennemi ;
- la priorité accordée à la prévention de la guerre et à l'utilisation de moyens non militaires dans la résolution des crises ;
- l'arme nucléaire est un moyen politique de dissuasion et ce type d'armement doit être limité et réduit ;
- l'abandon du principe soviétique de " non - emploi en premier " ;
- pas d'emploi d'armes nucléaires contre des pays non nucléaires, signataires du TNP (Traité de non - Prolifération) et non alliés à des Etats nucléaires ;

- définition de facteurs de menaces militaires internes et externes (" extension d'alliances militaires au détriment de la sécurité de la Russie ", " conflit à proximité directe des frontières russes ", etc.) ;

- interdiction d'activités politiques partisans dans les forces armées ;

- les conflits locaux deviennent la menace principale contre la paix (importance des opérations de maintien de la paix) ;

- possibilité d'employer des éléments des forces armées en appui des troupes du ministère de l'intérieur dans des conflits internes ;

- priorité aux moyens de dissuasion et aux forces mobiles.

Avec sa nouvelle stratégie militaire et son modèle très fortement réduit, l'armée russe n'est désormais plus capable que de mener une défensive ou une offensive très limitée sur une seule direction. La Fédération russe n'est plus aujourd'hui une menace pour l'Europe Occidentale.

Après avoir été l'illustration du totalitarisme communiste, les structures de sécurité, KGB et Armée sont devenues aujourd'hui le miroir de l'anarchie. La guerre de Tchétchénie a donné la mesure de la catastrophe. Privées d'ordres clairs, démotivées, désorganisées, les forces fédérales n'ont pas été en mesure de combattre avec efficacité. Engagé dans une transition vers la démocratie et l'économie de marché, le pouvoir a sommé l'armée de se démocratiser et de se professionnaliser. Mais la réforme annoncée n'a pas eu lieu. On est en réalité dans un cercle vicieux : sans remise en ordre de l'Etat, pas de remise en ordre des structures de sécurité ; mais sans structures de sécurité crédibles, pas de remise en ordre de l'Etat.

3.2 Les problèmes de sécurité

Les données géographiques, économiques et politiques évoquées commandent de toute évidence tous les problèmes de sécurité qui se posent à la région.

Dans les pays de la zone de la mer Noire, les menaces sont multiples et diverses et on peut les grouper en deux grandes catégories: internes et externes.

Les causes internes qui donnent naissance à des risques sont:

- la crise d'autorité des pouvoirs publics centraux et locaux ;
- l'installation et la prolifération de la corruption ;
- la croissance de la criminalité et des infractions ;
- la baisse de la crédibilité dans les institutions de l'Etat (législatives et administratives);
- la prolifération des manifestations nationalistes, séparatistes et xénophobes ;
- la croissance du chômage et les possibilités réduites des Etats d'assurer la protection sociale des citoyens ;
- la réduction du standard de vie ;
- le déclin de la production industrielle et agricole ;
- le déséquilibre des balances commerciales ;
- la dévalorisation des monnaies nationales ;
- l'explosion des prix et la croissance de l'inflation ;
- la perte de contrôle des réserves stratégiques.

Les sources externes qui génèrent des risques pour la sécurité sont:

- la manifestation des tendances d'autonomisation artificielle sur des critères ethniques ou religieux ;
- la croissance des tendances révisionnistes et la mise en discussion des traités internationaux ;
- la réalisation et la consolidation des réseaux internationaux fondamentalistes ;

- l'intensification du trafic d'armement ;
- la disparition de certains marchés traditionnels ;
- la pratique d'échanges commerciaux désavantageux avec les Etats développés à cause des restrictions et des conditions imposées par eux ;
- la création des zones préférentielles d'influence commerciale et financière ;
- la favorisation directe ou indirecte de l'accès à la technologie et les équipements de points ;
- la prolifération du crime organisé et de la corruption internationale (le trafic de drogue, l'immigration illégale).

Le péril des subversions internes a tendance à devenir plus fort que celui entraîné par les subversions externes. Mais, du point de vue des effets, la distinction entre les deux est très faible.

Nous sommes d'avis que pour résoudre ces problèmes sont nécessaires des solutions internes, qui ensemble avec celles avancées par la communauté internationale peuvent être la voie d'une stabilité à long terme.

4. LES RELATIONS ENTRE LES PAYS

4.1 Russie - Ukraine

L'Ukraine a depuis son indépendance poursuivi prudemment une politique de rapprochement avec les pays occidentaux. L'évolution de cette politique est cependant largement dépendante de l'état des relations entre l'Ukraine et la Russie.

" La politique d'un Etat est dans sa géographie " déclarait Napoléon. Les relations russo-ukrainiennes sont soumises à des tensions issues essentiellement de réalités géographiques: la Crimée, désormais ukrainienne, était vitale à la Russie pour la cohérence de sa politique méditerranéenne. Pour celle-ci, les possibilités d'avenir sont triples : maintien au sein de l'Ukraine, rattachement à la Russie ou constitution d'une entité indépendante. Toutes sont possibles et les deux dernières arrangeraient Moscou.

Le problème des relations entre Moscou et Kiev, ne réside pas en priorité dans les tensions pouvant surgir en Crimée, pour la flotte ou pour les armes nucléaires. Le problème numéro un est que Moscou ne peut pas tolérer une Ukraine souveraine, il en va de sa survie et l'Ukraine risque fort de rester l'éternel fantôme de l'Europe... Un accord a été signé en mai 1997 entre les Présidents russe et ukrainien. Il accorde à la Russie un bail de vingt ans pour Sébastopol, le port où sont basés la majorité des bâtiments.

L'Ukraine peut abattre la CEI en utilisant l'arme agricole et la Russie peut lui couper le pétrole azéri et russe et susciter des troubles au Donbass. La proclamation d'indépendance de la Crimée a été un avertissement donné par Eltsine à son homologue ukrainien qui menaçait de manière très violente la Russie d'un embargo sur le blé.

Moscou veut récupérer l'Ukraine qui est vitale pour elle et, si elle ne peut " solliciter " un retour de celle-ci en son sein, elle essaiera très certainement de lui arracher le Donbass et la Crimée qui lui sont très précieux. L'Ukraine ne se laissera certainement pas faire, son Président se montrant d'autant plus intransigeant qu'il veut faire oublier son passé politique et tenter de se faire passer pour un " malgré-nous " du communisme. Les problèmes qui peuvent y éclater montrent toute la perversion du communisme anti-identitaire qui a créé un artificiel problème Russe en Crimée en y remplaçant les autochtones (7 %) par des Russes et en créant des " Sudètes " en Ukraine orientale pour affaiblir celle-ci et donner n'importe quel prétexte à un futur Hitler ou Staline moscovite (peut être Jirinovski ...) de l'envahir. D'un autre côté, l'Ukraine peut très bien, au nom de ses frontières historiques, réclamer le Kouban et son pétrole (Maikop, Stavropol).

La Crimée et le Donbass sont le théâtre des enjeux économiques entre la Russie et l'Ukraine mais sont également d'une grande importance stratégique qui risque de renforcer les tensions entre Kiev et Moscou. L'Ukraine était un élément-clé du système de défense russe: elle est la porte des Balkans et du centre de l'Europe qui lie la Russie à la Pologne galicienne, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie et la Moldavie, zone d'influence jadis disputée entre Moscou, Istanbul et Vienne, puis Moscou et Berlin.

La Russie est resserrée sur sa frontière ethnique à l'Ouest et sans l'Ukraine, elle perd non seulement un grand potentiel économique mais également militaire sans parler des conséquences géostratégiques que cela entraîne sur la politique balkanique de la Russie et ses relations avec ses deux alliés traditionnels: la Serbie et surtout, la Bulgarie.

L'Ukraine a donc rompu avec la Russie en 1991, refusant d'abord l'URSS, elle a ensuite limité les pouvoirs de la CEI, puis l'a traitée avec suffisamment peu d'égards pour qu'elle soit devenue, de pays frère, parti de " l'étranger proche " pour Moscou. Les rapports des deux Etats, alors même que les gouvernements veulent toujours éviter l'irréparable, sont mauvais: c'est que tous deux, et surtout l'Ukraine, se savent encore dépendants par leurs relations économiques, mais c'est surtout parce que leurs intérêts en matière de sécurité ne sont pas clairement définis, et restent ambigus pour leurs opinions publiques.

Les relations entre l'Ukraine et la Russie ont été conflictuelles dès la déclaration d'indépendance de l'Ukraine. La signature, le 31 mai 1997, d'un accord sur le partage de la flotte de la mer Noire semble marquer un certain apaisement. Moscou reste cependant particulièrement vigilant sur les relations que Kiev veut entretenir avec ses voisins occidentaux, surtout lorsqu'il s'agit du rapprochement de ce pays avec l'OTAN. Le deuxième sujet d'inquiétude est celui concernant la possible constitution d'un axe KIEV- TBILISSI -

BAKU pour le transport du pétrole de la mer Caspienne. Cette option réduirait considérablement la dépendance énergétique de l'Ukraine. Pour la Russie, l'enjeu du bassin de la mer Caspienne et de l'Asie centrale revêt une importance géopolitique capitale.

L'Ukraine a-t-elle vraiment besoin d'un armement nucléaire intercontinental ? Et la Russie, puisqu'elle déclare adhérer aux valeurs occidentales ? La coopération régionale souhaitée ne rend-elle pas inutile le niveau auquel sont maintenues les forces conventionnelles, et ne devrait-elle pas rendre dérisoires les revendications territoriales qui s'expriment ?

Les relations russo-ukrainiennes sont un legs de l'empire, et tous les malentendus qui les opposent en découlent.

4.2 Turquie - Grèce

Les Turcs " occupent " toujours une partie de la Thrace orientale. Ce lopin de terre leur permet de revendiquer leur appartenance à l'Europe. Mais la frontière géographique entre ce continent et l'Asie reste les détroits et la mer de Marmara.

La Grèce, qui a gagné son indépendance au siècle dernier, comme sa voisine slave, la Bulgarie, n'a pas réussi à repousser les Turcs au-delà de la frontière propontide, la seule qui soit naturelle dans la région. Malgré les échanges de population qui ont suivi leur dernier conflit ouvert, et sa clôture par le traité de Lausanne en 1923 la Thrace abrite de chaque côté de la frontière des enclaves minoritaires qui restent un souci pour les deux gouvernements (200 000 orthodoxes en Istanbul et 120 000 musulmans en Thrace occidentale). Ni la Grèce ni la Turquie n'ont respecté leurs engagements. Les Grecs orthodoxes ne sont plus que 3 000 actuellement à l'Istanbul. En Thrace, la population turque stagne parce que l'administration locale encourage une émigration importante vers la Turquie ou l'Allemagne.

La mer Egée est un autre point de friction : les îles grecques qui la parsèment sont réparties de telle façon que l'application de la loi de la mer en ferait un lac grec, ce que la Turquie ne peut admettre en aucun cas. Depuis la naissance de la Grèce en tant qu'Etat en 1830, la plupart des îles de la mer Egée sont peu à peu passées sous sa souveraineté. Durant la guerre balkanique de 1912-1913, l'Italie a occupé les îles du Dodécanèse et la Grèce s'empara des îles situées dans le nord et le centre de la mer Egée. Le traité de Lausanne de juillet 1923 a fixé le statut juridique des îles de la partie orientale et ce n'est qu'en 1947 que le traité de Paris a accordé à la Grèce la souveraineté sur le Dodécanèse. Ainsi actuellement, 2400 îles sont sous la souveraineté de la Grèce, tandis qu'une soixantaine d'autres, situées pour la plupart à l'intérieur de la zone des trois nautiques (1nautique = 1,852 km), dépendent de la Turquie.

La Turquie, cependant, revendique au mépris des traités la propriété de certaines îles. Ainsi remet-elle en cause le tracé de la frontière maritime pour le sud de la mer Egée signé en 1932 entre la Turquie et l'Italie ou encore pour le nord, là où le traité de Lausanne de 1923

n'a pas arrêté la frontière de façon aussi précise qu'au sud. C'est ainsi plus d'une centaine d'îles qui sont revendiquées. En janvier 1996, un îlot rocheux près de l'île d'Imia faillit provoquer une véritable bataille navale.

La mer Egée représente une route maritime importante pour la Grèce en direction des grandes îles (Lesbos, Chios ou Rhodes) et pour la Turquie, comme élément de l'axe nord-sud reliant les Dardanelles à la mer Méditerranée et comme voie d'accès à Izmir, le plus grand port de la mer Egée.

Depuis 1931, les Grecs revendiquent pour leur espace aérien une zone de souveraineté de 10 nautiques valables pour l'ensemble de leurs îles. Ankara, depuis 1971 ne reconnaît qu'une zone de 6 nautiques. La zone de 4 nautiques controversée voit donc régulièrement des combats ou des semblants de combats entre avions de chasse grecs et turcs.

Bien qu'elles soient toutes deux membres de plusieurs organisations communes, la Grèce et la Turquie n'ont jamais pensé qu'elles étaient liées par une destinée ou des intérêts communs. Leurs réflexions s'inscrivent toujours dans une perspective historique de lutte de libération et d'indépendance nationale ; ce qui les oppose le plus étant toujours le tropisme européen de la Turquie, alors que la Grèce se voit partie exclusive des Balkans. Leurs querelles rémanentes ne manquent d'irriter leurs alliés, en général peu au fait de ce qui se passe dans le coin en bas à droite des cartes d'Europe. Il semblerait aussi qu'ils aient incidemment remontré à Athènes que ses relations avec Ankara gagneraient à être améliorées. Certes, la Grèce ne mettra plus son veto à l'entrée de la Turquie dans l'UE, mais le fait qu'elle ait lié à cette question l'entrée de Chypre, sans faire pression sur les autorités de Nicosie pour qu'ils essaient d'améliorer leurs rapports avec le Nord de l'île, n'a pas eu tout l'effet modérateur escompté. D'autant plus que le 2 avril 1995, le ministre grec de la Défense, Guerasimo Arsenis avait annoncé la mise au point d'une doctrine de défense greco-chyprite, comportant une couverture aéronavale grecque pour les forces chyprites, et tout au moins l'espérait-il, un engagement supplémentaire de l'UEO.

Les positions respectives des deux pays n'ont donc pas changé malgré ce qui avait paru un énorme pas fait par Athènes vers la détente. Il faudra, pour qu'elles s'améliorent, que soient réglées les questions des minorités ethniques de Thrace et d'Istanbul, et qu'une solution satisfaisante soit trouvée à la question de Chypre, dont la logique de guerre a été par deux fois (1974 et 1984) enrayée de très peu. A quoi s'ajoute depuis 1993, l'activité diplomatique et militaire déployée en Bosnie par la Turquie soupçonnée de vouloir y développer son influence en soutenant les musulmans; ce qui ferait peser une menace d'encerclement sur la péninsule grecque, et ce qui accroît le sentiment diffus d'insécurité des dirigeants et de la population grecs.

Ce sentiment de la Grèce est nourri par la disproportion qui existe entre les deux nations et entre les deux armées. Les dirigeants grecs font valoir que la Turquie entretient, au bord de la mer Egée, des forces considérables (environ 30 000 rationnaires) qui ne sont pas sous le contrôle de l'OTAN, et peuvent donc être utilisés à leur rencontre. Ils ont symboliquement remilitarisé quelques unes des îles de l'Egée ; ceci en violation, selon les turcs, du traité de Lausanne de 1923 ; ces derniers n'osent pas en faire un casus belli, mais ont en permanence des attitudes provocatrices, et plusieurs incidents navals et aériens ont déjà eu lieu.

Par prudence, pour faire un sort à la grande question des îles qui reste en suspens, la Grèce n'a pas osé mettre en pratique l'agrandissement à 12 nautiques de ses eaux territoriales, bien que le nouveau droit international de la mer l'y autorise. Cette rivalité stérilise également l'exploration du plateau continental (riche notamment en pétrole) ; aucune société pétrolière ne veut s'y engager, tant les réactions de part et d'autre sont négatives à chaque essai.

Aujourd'hui, pour arriver de nouveau à un semblant de résultat, les risques externes ayant disparu, il faudrait soit que leur coopération économique (dans l'Union européenne ou sur le " marché commun " de la mer Noire - ZCEMN) les y conduise, soit qu'un allié commun sache s'entremettre et exercer les " amicales pressions " qui pourraient faire fléchir leur volonté. Les deux parties de l'alternative semblent peu vraisemblables à court terme. La Grèce vient de proclamer sa foi en des relations stratégiques avec la Russie, et la Turquie elle-même apparemment grignotée par l'Islamisme, comme l'ont prouvé ses dernières élections, ne voit rien de bon dans la fréquentation de ses deux voisins, avec lesquels elle a elle-même rarement entretenu des relations amicales.

Les deux pays divergent sur la délimitation de leur zone économique respective. La partie turque rêve d'une ligne médiane qui permettrait d'exploiter les sous-sols marins dans toute la moitié Est de la mer Egée, à l'exclusion des zones de souveraineté autour des îles grecques. Les Grecs n'entendent évidemment pas accorder de droit de forage au coeur de la mer Egée et proposent depuis 1976 de saisir la Cour internationale de justice de La Haye.

4.3 Roumanie - Ukraine

A 26 nautiques au large de Sulina, émerge de la mer Noire une île blanche - l'île des Serpents -, plateau rocheux d'environ un kilomètre de diamètre. Elle culmine à 20 mètres. Seuls des buissons y poussent. En 1880, la Roumanie y a élevé un phare.

Si l'île est aujourd'hui sous les feux de l'actualité, c'est parce qu'elle a fait l'objet d'un contentieux diplomatique entre la Roumanie et l'Ukraine, et que cela s'est fini d'une manière très instructive.

En effet, contrairement à la Bucovine du Nord et à la Moldavie orientale ou Bassarabie, l'île des Serpents n'a été cédée par la Roumanie à l'URSS ni lors du Pacte Hitler-Staline de 1940 ni lors du Traité de paix de Paris de 1946. Elle a été seulement " prêtée " par les Russes pour l'établissement d'une station radar (qui s'y trouve toujours, avec une cinquantaine de militaires casernés dans des baraques).

En 1991 l'Ukraine hérite la station radar. La Roumanie dans le chaos post-révolutionnaire se désintéresse de ce bout de rocher. Mais, voici qu'en février 1991, l'Ukraine décide d'élargir ses eaux territoriales, y compris celles de l'île des Serpents...qui juridiquement ne lui appartenaient pas.

Même si la valeur halieutique de ses eaux a beaucoup baissé à cause d'une pêche trop intensive et de la pollution, la Roumanie se devait de réagir pour conserver sa crédibilité

d'Etat souverain. Mais la Roumanie est énergétiquement dépendante de la Russie et de l'Ukraine, et elle attendait son intégration dans l'OTAN, qui ne se priva pas de lui laisser entendre qu'elle ne devait pas apparaître comme un facteur de tension en mer Noire.

Les milieux humanistes et scientifiques de Roumanie et d'Ukraine souhaitèrent une démilitarisation au moins partielle, et une présence scientifique internationale sur l'île, mais ils ne furent ni médiatisés ni entendus.

Les Etats-Unis, habituellement très soucieux de la stabilité des frontières et du respect du droit international, ont fait ici une entorse à leurs principes en insistant auprès de la Roumanie pour qu'elle cède l'île à l'Ukraine, en échange d'avantages économiques et culturels (priorité sur les pétroles offshore des eaux contestées, droits pour les roumanophones " Moldaves " d'Ukraine). La Roumanie a signé ce traité , mais cela n'empêcha pas les Etats-Unis de s'opposer à son intégration dans l'OTAN.

Un épilogue plein d'enseignements, qui montre que dans les relations internationales comme dans les relations d'affaires, " payer tout d'avance " risque d'être désavantageux, du moins à court terme. A long terme, il se peut pourtant que l'" adieu " à l'île des Serpents soit une " bonne affaire " si l'on y découvre du pétrole, et si les termes du traité sont respectés.

4.5 Roumanie - Bulgarie

La Roumanie et la Bulgarie ont une longue frontière commune, mais entre eux il n'y a pas de différends, ou de problèmes litigieux. La population de la Roumanie est latine et orthodoxe , celle de la Bulgarie, en majorité slave et orthodoxe. Les Roumains et les Bulgares se sentent directement impliqués dans les conflits ethniques balkaniques, et ont le sentiment que leur sécurité n'est plus assurée même s'ils essaient de se rassurer en soulignant, chaque fois qu'ils en ont l'occasion, que le cas de leur pays offre finalement peu de similitudes avec celui de leur voisin tourmenté.

Leur attitude, gênés qu'ils étaient eux-mêmes par leurs problèmes intérieurs (politiques et économiques), a surtout consisté à se rallier sans peser sur elles, aux décisions des organisations internationales. Ils ont approuvé, dès leur début, les médiations de l'Union européenne ; mais lorsque des difficultés se sont élevées et que les Occidentaux se sont divisés sur le remède et le moment de son application, leur amertume est souvent apparue au grand jour ; c'est qu'ils ont cru voir, derrière la façade de l'unité, les rivalités des " puissances " du XIX ème siècle revenir avec les mêmes desseins. C'est aussi qu'il leur était devenu pratiquement impossible de se désengager de la politique adoptée. Leur première déception, fut au moment des polémiques sur la reconnaissance des indépendances des Républiques de l'ex-Yougoslavie, et de l'opposition entre Allemagne, France, Royaume-Uni et Italie. Nombreux de leurs dirigeants étaient persuadés que ces hésitations ont convaincu les Serbes de la justesse de leur analyse ; leur politique de force serait admise par l'Union européenne et les autres organisations internationales, car elle préserverait un successeur à l'ancien état Yougoslave, communauté d'ethnies et de religions diverses. La volonté

persistante de la Grèce, autre membre de l'UE, de ne pas reconnaître la nouvelle Macédoine, même si elle trouve certaines justifications à son attitude, est également appréciée de façon négative.

La Roumanie et la Bulgarie, sans doute parce qu'elles ont elles-mêmes des problèmes de minorités à l'intérieur de leurs frontières, ont été parmi les plus critiques : la Bulgarie par la voix de son premier ministre a parlé de " coûteuse maladresse ", visant à la fois la reconnaissance de nouvelles républiques et les attermolements de cette reconnaissance. Du reste, la position des deux Etats a évolué à chaque stade de la crise, en fonction des risques qu'ils y voyaient. La décision de déployer des forces de maintien de la paix en Croatie, puis en Bosnie, a par contre été accueillie beaucoup plus favorablement : les deux pays ont néanmoins refusé de s'associer militairement à cette opération et le Président bulgare a écrit au Secrétaire Général des Nations Unies pour protester contre l'utilisation de troupes turques dans la Force de Protection des Nations Unies. Leur position, à nouveau identique, n'a pas manqué d'ambiguïté sur la participation de forces russes : ils ont affirmé que leur présence était indispensable à la solution de la crise, mais ont manifesté certaines réticences lorsque les troupes se sont déployées. Etait-ce la façon très habile dont cette intervention a été médiatisée qui leur a fait craindre un renouveau de l'influence russe, ou tout simplement la peur de voir plus de difficultés que d'avantages découler de cette intervention ? La réponse est peut-être dans la façon franchement amicale dont ont été salués ensuite les accords de Washington négociés par les Américains entre les Croates et les Musulmans. Ces accords leur ont paru une preuve d'engagement de la part des Américains et ont provoqué un certain optimisme.

La décision des Nations Unies de frapper d'embargo les Républiques issues de l'ex-Yougoslavie a d'abord recueilli leur soutien. Monsieur Iliescu, président de Roumanie (dans celle période), l'a approuvé publiquement, y voyant un moyen " d'éviter tout débordement au conflit ". Mais ce soutien a évolué avec le temps. C'est que ces mesures étaient nuisibles à leur économie, déjà en piètre état, et ajoutaient leurs dommages à ceux des mesures similaires prises peu avant contre l'Iraq et la Libye, avec lesquels leur commerce était autrefois important. Faisant valoir les dégâts causés à leur commerce, ils demandent, depuis le milieu de 1993, une évolution de cette politique de sanctions, dont l'inefficacité leur paraît prouvée par les lenteurs du rétablissement de la paix.

Une autre question, celle de l'intervention armée, s'est posée en février 1993 de façon aiguë, lorsque l'OTAN a explicitement agité la menace des frappes aériennes (dites " chirurgicales " pour ne pas alerter l'opinion). La Roumanie a désapprouvé tout recours à la force de façon constante ; la Bulgarie est restée assez discrète, se retrouvant dans son attitude traditionnelle lorsque les Russes ont agi diplomatiquement en février 1994 ; cette coopération avec l'OTAN leur a paru exemplaire d'une méthode à généraliser pour limiter les conflits possibles en Europe. Les deux actions, frappes aériennes et intervention terrestre, leur faisaient craindre en effet des réactions en chaîne, dangereuses pour leurs nationaux.

La Roumanie et la Bulgarie se sont également décidées à signer les accords nécessaires pour adhérer au " pacte de stabilité " inspiré par la France et destiné à conditionner les adhésions futures à l'Union européenne. Leur intérêt est moins, en cela, une garantie de sécurité (ils ont pu apprécier très exactement les faiblesses de cette Union) qui n'est encore, dans le domaine de la Défense, qu'une coalition. Ils ont aussi émis des doutes de ce que les Européens de l'Ouest présentaient, à l'instigation de la France, comme la recherche d'une méthode de diplomatie préventive, et qui leur paraissait plus un exercice intellectuel qu'une volonté d'accéder comme leurs voisins à cette construction économique dont l'état de

l'Europe Occidentale montre bien la réussite. L'absence de garanties de sécurité dans la région, ainsi que le recours aux Nations Unies pour le contrôle de la crise yougoslave, ont déçu la Roumanie et la Bulgarie, qui auraient certainement préféré une réaction plus rapide des " puissances " et moins de rivalités entre elles.

5. LES SCENARIOS DU FUTUR

Quand un univers est soumis à l'action de deux champs de forces, il se " bipolarise ". La lecture de cet univers est alors aisée: on y distingue parfaitement les espaces soumis à l'influence, plus ou moins importante, de l'un ou l'autre de ces champs. Mais on y distingue également les zones d'ombre où leur énergie devient très faible, ou bien les zones de superposition dans lesquelles ces deux champs s'opposent et tendent tout naturellement à se neutraliser. Ainsi en était-il de l'ordre mondial bipolaire. Ordre parfaitement binaire, dicté par la froide mathématique tout autant perverse que sclérosante, et sur lequel règne, sans partage, un chef-d'oeuvre de manichéisme. La réflexion stratégique et la pensée militaire sont alors tant " nucléarisées " qu'elles s'en trouvent du même coup privées de toute autre perspective et condamnées à l'appauvrissement progressif par " vitrification intellectuelle ".

En revanche, quand un univers est soumis à l'action d'une multitude de champs superposés et répartis de manière quasi aléatoire, se disputant l'espace sous l'effet d'une distribution infinie de puissances, l'ordonnement des rapports d'influence devient extrêmement complexe. Dans cette mosaïque de nuances, seules quelques tendances se dégagent : celles de quelques champs dominants. Plus grave encore : à l'espace statique bipolarisé précédent se substitue un espace extraordinairement dynamique, produit de la libération brutale d'une profusion d'énergies diffuses, dans lequel l'arrangement des organisations, en défiant tout déterminisme, consacre l'avènement déroulant des formes inconnues. Ainsi en est-il du non-ordre actuel, qui règne sur un monde provisoirement condamné à un véritable chaos de mutations, que les chercheurs initiés aux théories avancées de la pensée complexe ont déjà décrit comme un véritable big-bang.

Cette fin de siècle pourrait donc bien correspondre à cette période de rupture, de recomposition générale que prédisent les croyances millénaristes. Dans ce contexte, l'incertitude est devenue l'unique certitude. Et cette réflexion sur les grandes mutations en cours, n'a d'autre objectif que d'en saisir les effets, au moins provisoires, sur quelques domaines de l'espace géopolitique.

Concrètement, nous avons envisagé trois scénarios possibles dans le futur pour les pays de la zone de la mer Noire. Le premier, un scénario " optimiste " dans lequel l'Europe s'unifie avec les nouveaux pays (Russie incluse) et devient un acteur très important sur la scène mondiale. Le deuxième, un scénario, on peut dire, " réaliste " dans lequel les Etats-Unis restent toujours très forts, acceptent la Russie et les pays de l'Orient du continent à côté de l'Union européenne. Le dernier scénario sera presque " pessimiste " parce qu'il prévoit une

rupture de l'Europe en deux blocs, le nouveau bloc comprenant tous les pays riverains de la mer Noire (Turquie incluse) sous la commande de la Russie, ce qui changera la carte politico-diplomatique actuelle et attisera les problèmes existants en cette fin de millénaire.

5.1 Scénario I - L'Union européenne

Dans un monde aux dimensions réduites par les progrès techniques, et dont Washington s'est fait le gendarme, l'Europe essaie de se constituer, au prix d'une pénible austérité. Les étapes culturelles et économiques de sa construction sont déjà bien engagées, ainsi que les volets politique et social. L'effort est nécessaire car la globalisation de la planète favorise les tempéraments aguerris.

Claude Imbert a écrit un jour : " si l'Europe rate son unité, nous serons à l'Amérique ce que les Grecs du monde antique furent à l'empire romain; des ancêtres respectés, mais marginalisés ".

Accepter le modèle américain revient à faire dépendre les Européens de Washington. A cette perspective peu alléchante la France propose l'alternative d'une Europe forte et unique, facteur d'équilibre et de stabilité pour le monde.

L'élargissement de l'UE me semble possible par groupes : les pays méditerranéens acquis, depuis longtemps, frappent à la porte (Turquie, Chypre et Malte), les Etats du groupe de Visegrad, ainsi que la Slovénie, les pays balkaniques, enfin, les Etats issus de l'ex - Union soviétique, avec les cas bien spécifiques des trois Etats baltes et du colosse russe.

Quand l'empire soviétique s'est effondré et que l'Union soviétique elle-même a éclaté il a semblé que l'Amérique demeurée seule debout parmi les décombres de la guerre froide n'aurait qu'un geste à faire pour se saisir du sceptre du monde. Quand, vers le même temps, le président Georges Bush a choisi, pour galvaniser la coalition anti-irakienne, de lancer le slogan d'un " nouvel ordre mondial ", beaucoup ont pensé que ce geste était fait.

Si la course folle et sans répit aux armements a indiscutablement provoqué - plus que tout autre aspect politique - la ruine puis l'effondrement de l'URSS, elle n'en a pas moins sauvé l'économie américaine du désastre qu'elle ait jamais connu, sur fond de déficit budgétaire et commercial et de grave crise économique.

En fait, cette réorientation de la politique américaine pose la question de la nature exacte de cette superpuissance: " Les Etats-Unis sont-ils, pour commencer, une puissance à vocation impériale? ". Par essence politique, il semble que non. L'évolution historique de statut de cet Etat-nation tout au long de ce siècle- qualifié par certains de " siècle américain "- face au déclin des anciennes puissances européennes montre bien - il ne faudrait pas l'oublier - que son fondement procède plus de l'introversión que de quelque volonté de prise en charge

du destin des nations: " C'est leur modèle plus que leur autorité qu'ils souhaitent exporter, ils prétendent à un magistère plus qu'à un empire ".

Les Etats-Unis, plus que toute autre puissance, ont donc été conduits à réexaminer leurs ambitions politiques et stratégiques. Ceux dont on imaginait qu'ils seraient les gendarmes du monde s'apercevaient qu'ils n'en avaient pas (ou plus) les moyens. Les premières difficultés sont apparues lorsqu'ils ont compris qu'il ne leur était plus possible de réinventer un grand projet de type plan Marshall pour venir en aide, d'abord à Mikhaïl Gorbatchev puis à une ex-Union soviétique en totale décomposition et dont les chefs des nouveaux Etats indépendants - en particulier le nouveau président russe, Boris Eltsine - réclamaient à cor et à cri un soutien financier massif. Ils avaient d'ailleurs déjà réalisé lors de la guerre du golfe, qu'ils n'avaient pas davantage les moyens de leur ambition militaire.

La constitution d'une Europe unique, qui inclura les pays riverains de la mer Noire, influencera donc nécessairement les relations avec les Etats-Unis. Aussi elle comporte 3 volets principaux: un vaste marché, une monnaie unique et une politique de défense crédible. L'Europe unifiée représente un marché de plus de 650 millions de consommateurs. L'Euro, quant-à lui, est le seul moyen d'assurer une masse monétaire à la hauteur des échanges de l'Union. En outre, se hissant au niveau de deuxième monnaie internationale, il s'impose naturellement comme une alternative au dollar. Enfin, il représente le premier signe d'une volonté d'arrêter le déclin géopolitique et économique d'un continent qui a donné au monde le sens de l'universel, la démocratie et les droits de l'homme.

En matière de défense, l'objectif le plus pressant est le maintien de la paix en Europe. C'est le préalable de l'intégration. Cet objectif ne peut être réalisé qu'au travers de relations directes et franches avec la Russie. La deuxième tâche consiste en l'élaboration d'une politique étrangère crédible. Cette politique étrangère devrait déclarer le continent européen zone d'intervention exclusive de l'Union européenne.

Plus loin, elle doit s'attacher à développer des liens avec les pays du monde avec lesquels elle se découvre des affinités.

L'Europe le sent d'autant mieux que les événements récents (règlement de la crise yougoslave, réforme de l'OTAN, tentative de rénovation des instances internationales...) ne lui a pas encore permis de s'affirmer.

Présent sur le terrain économique, l'Europe pourrait en profiter pour relancer un processus de paix et de prospérité. Soutenu par les Occidentaux, la zone de la mer Noire pourrait ainsi redevenir une zone prospère, d'échanges plutôt qu'une zone d'affrontement.

Il semble judicieux que l'Europe se rapproche de la Russie pour stabiliser le continent. Etat nucléaire, l'ours russe reste redoutable pour la sécurité européenne. De plus, l'Occident a intérêt à favoriser une relation étroite avec un partenaire dont un quart du territoire est en Europe. Enfin, les deux entités partagent des menaces communes qu'une coopération permettrait de mieux combattre.

Ainsi, en aidant les pays de la zone de la mer Noire à se transformer, l'Europe renforcera sa sécurité. Ces pays constituent un marché hors du commun avec 300 000 millions de consommateurs potentiels. Ils sont un réservoir de richesses naturelles impressionnant. Cependant leurs dysfonctionnements ouvrent des débouchés aux industries agro-alimentaires

communautaires. Ils contribueront à protéger les intérêts européens dans la compétition économique régie par des règles édictées aux Etats-Unis. L'hégémonie américaine sur les plans économique et militaire fait peser une menace sur l'idée d'identité culturelle de l'Europe et la prédispose à un déclin par dilution dans une nouvelle civilisation universelle.

Aujourd'hui l'Europe Occidentale et Orientale sont confrontées à des menaces communes. Une approche conjointe doit permettre de les circonscrire plus efficacement. Ces menaces sont notamment : désordres écologiques, organisations criminelles, et nationalistes, l'intégrisme, les drogues, sans que cette liste se soit exhaustive.

Il apparaît également que l'OTAN ne pourra pas être le théâtre de rapprochement en raison des réticences actuelles et réciproques des Etats-Unis vis-à-vis de la Russie.

L'Europe pourra accorder aux pays riverains de la mer Noire dans un premier temps le statut d'Etats associés afin d'aider son développement économique et les inviter à participer à l'Agence européenne de l'armement pour renforcer les intérêts communs en matière de sécurité.

La Russie exprime aussi sa volonté de retrouver sa sphère d'influence et la place qui lui est revenue en Europe à travers la prise en compte de nouveaux rapports de voisinage. La Russie, culturellement et historiquement, a vocation à faire partie intégrante de l'Europe.

Les désaccords américano - européens, nés dès 1992, n'ont eu de cesse de se préciser au cours des années suivantes. Les Européens font valoir qu'il existe déjà de nombreuses instances pour débattre des relations avec la Russie et les autres pays de la zone de la mer Noire. Mais les Américains ont d'autres mobiles comme l'affirmation de leur leadership, la volonté de détourner l'opinion américaine des tentations de l'isolationnisme.

Il y a le désaccord entre deux conceptions profondes qui s'opposent : une conception humaniste issue d'un héritage historique et d'une conscience collective des Européens sensibles à la détresse des populations géographiquement voisines, face à une conception américaine, certes d'une portée pratique, mais surtout politique et psychologique.

La vision européenne du Président Eltsine s'est affirmée pleinement lors de sa visite en Allemagne au cours de laquelle il a déclaré: " une architecture politique, économique et spirituelle unifiée de notre continent ne doit pas isoler des pays ou des groupes des pays, les séparer selon des critères amis-ennemis, mais elle doit les intégrer dans un organisme unifié. "

A l'aube du XXI ème siècle, c'est une véritable association qui s'est établie entre l'Europe Occidentale et Orientale. Toute ligne de partage entre l'Est et l'Ouest étant désormais exclue.

L'Europe a réussi à relever les trois défis: réussir l'Europe démocratique, construire l'Europe diplomatique et la " Grande Europe ".La politique s'appuie sur deux piliers: l'Union européenne et les pays de l'Orient dont la Russie et la Turquie (appelé " Asie mineure " ou " petite Europe ").

L'intégration de la Géorgie présente des enjeux considérables. Pour les Occidentaux, il s'agit de diminuer la dépendance vis à vis des pays du Moyen-Orient. De plus, située à la charnière grands centres économiques, elle renforce avec la Turquie la position de l'Europe dans une des régions du monde les plus instables.

L'avenir de l'Europe se joue peut-être dorénavant au-delà de l'Oural, du Caucase, de la mer Noire, et de la mer Marmara. Être Européen au XXI^{ème} siècle pourrait consister à partager un ensemble géopolitique, de presque un milliard d'individus, fondé sur une nouvelle unité culturelle et constituant un pôle économique apte à assurer la stabilité intérieure et aux frontières. La construction européenne s'est faite sous la pression de l'environnement international et des intérêts nationaux. La Grande Europe est une nécessité, non pas à cause de ses bienfaits, mais parce qu'on ne peut pas faire autrement.

5.2 Scénario II - La forte implication des Etats - Unis

Pour une grande majorité d'Américains, l'Europe est la terre des racines. On revendique avec fierté un héritage irlandais, italien ou polonais. Les citoyens d'origine mexicaine ou portoricaine ne peuvent pas, eux non plus, nier leur culture hispanique.

Les Noirs et les Asiatiques ne seront sans doute pas de cet avis, mais ils devront se rendre à l'évidence: l'Europe des Lumières a bel et bien inspiré les " Pères Fondateurs ".

Ces images ne peuvent effacer des siècles d'histoire commune, marqués par des alliances stratégiques ou militaires qui existent encore aujourd'hui, par des liens économiques très étroits et par une indéniable identité culturelle, malgré les différences respectives.

Les Etats - Unis s'affirment aujourd'hui comme la seule grande puissance d'envergure planétaire. Le monde bipolaire, issu de la guerre froide, a cédé la place à un monde "monopolaire", dont Washington détient les rênes.

Maintenant que se répand sur le monde une vague d'espoir, d'idéal démocratique, l'Amérique dispose d'une autorité politique nouvelle et renforcée. Elle ajoute le rayonnement idéologique à sa puissance économique et militaire. Pour dominer le " village mondial ", elle compte sur:

- une solide démographie ;
- un large espace, toujours propice à l'aventure pionnier ;
- une richesse industrielle renouvelée à chaque génération ;

- une adaptation surprenante à la mondialisation dans les domaines - clés de l'économie et de la communication.

Depuis Bretton Woods, la monnaie de référence est le dollar. L'américain est la langue universelle. Le monde, vu de Washington, est un vaste marché ouvert aux industriels de la nation, appuyés par le Président. Par leurs militaires, leur économie, leur politique et leur dollar, les Etats-Unis ont généralisé leur emprise sur le monde. Elle touche inévitablement l'Europe, et les pays riverains de la mer Noire.

Ce déploiement, parce qu'il devient sûr de lui et dominateur, commence à susciter une certaine réaction à l'étranger. Mais le nombre croissant des Etats qui souhaitent adhérer est le signe tangible d'un grand espoir.

Tout d'abord, l'opinion publique américaine est de moins en moins prête à voir ses " boys " mourir pour une cause qui lui est parfaitement étrangère. Le traumatisme du Vietnam, dont la résurgence apparaît dans chaque nouvel engagement, l'échec plus récent en Somalie, l'affirmation du concept " zéro mort " tendent à annihiler politiquement toute perspective d'engagement pour la bonne cause qui ne remette pas en cause les intérêts directs des Etats-Unis. Ces derniers, même si leur diplomatie prend souvent des airs messianiques, tendent naturellement à étendre leur influence, à promouvoir leurs intérêts, à propager leurs valeurs et, pour ce faire, n'hésitent pas, quand l'occasion s'en présente, à user de pressions, voire de la force. Mais quel Etat, de quelque importance, agirait autrement ? Dans ce paysage géopolitique déstructuré, la prolifération de systèmes politiques à dominante démocratique expose de nombreux Etats, en particulier les plus récents d'entre eux, à des nouvelles menaces exploitant pernicieusement la vulnérabilité des institutions et abusant des vertus sur lesquelles sont fondées toute démocratie. La dimension transnationale de la plupart des grands enjeux sécuritaires, tout comme les investissements colossaux qu'exige leur réponse, condamnent les Etats à une interdépendance obligée, que seules de puissantes organisations internationales peuvent structurer, coordonner et faire converger vers une stratégie d'actions cohérente et efficace.

L'espace vide laissé, en cette fin de siècle, par l'effondrement des grandes idéologies, a très vite été occupé par la promotion d'un modèle de société, avant tout économique à défaut d'être social: le néolibéralisme américain, dont l'apparente efficacité occulte nombre de ses faillites, en particulier dans le domaine social. Mais quoi qu'il en soit, promouvoir un paradis socio-économique n'a guère de chances de fédérer une population socialement très dispersée, surtout quand chômage, exclusion et précarité témoignent de ses limites. Son absence de dimension politique le discrédite fatalement auprès des populations en mal d'identité, de sens et d'aspirations moins rationnelles.

Confrontés à une véritable anarchie des formes, certains chercheurs perçoivent dans le " chaos mondial " actuel l'émergence de nouvelles menaces " vraiment nouvelles ", dont l'importance et la portée sont considérablement occultées par une sorte de consensus journalistique, se satisfaisant pleinement d'un conformisme, sans remise en cause inutile.

Concrètement, la réalité de ces menaces nouvelles exige d'imaginer de nouveaux appareils de surveillance et de concevoir des réponses plus pertinentes. Il est en effet frappant de constater que dans un monde dominé par l'information et la communication, d'immenses entités, parmi les plus dangereuses, parviennent à passer complètement inaperçues.

Au sujet de l'OTAN finalement les Etats Unis ont accepté l'adhésion de tous les pays européens, ainsi que la Russie.

Moscou n'avait pas les moyens pour mettre en valeur seul les nouvelles richesses. Face à la volonté des peuples de la zone de mer Noire et Caucase de bénéficier rapidement des retombées du pétrole, les capitaux occidentaux étaient donc indispensables. Un subtil partage des richesses et de l'influence va donc prochainement s'opérer entre Russes, Européens et Américains.

Les Américains, forts de leur implication politique et économique au sein du G-7, du F.M.I., et du Club de Paris, vont lourdement influencer les décisions avec les implications mondiales. Les Etats-Unis et la Russie ne se considèrent plus comme des ennemis potentiels, leurs relations seront caractérisées par l'amitié et le partenariat, fondées sur la confiance mutuelle, le respect et l'engagement commun pour la démocratie et la liberté économique.

Dans la nouvelle configuration mondiale tous les pays se sont engagés pour :

- prendre des mesures de réduction des arsenaux nucléaires et de prévention de la dissémination des armes de destruction conventionnelle et des technologies associées;
- la défense des valeurs partagées de la démocratie: l'Etat de droit, le respect des droits de l'homme, y compris celui des minorités ainsi que le respect des frontières;
- le règlement pacifique des conflits et la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue et la dégradation de l'environnement.

Les Etats-Unis, seule grande puissance mondiale actuelle, restent un partenaire incontournable dans toutes les organisations internationales, la seule qui semble avoir le pouvoir de diriger le destin de l'Europe Occidentale et Orientale dans l'avenir.

5.3 Scénario III - Le retour de la Russie

Enfin, cette analyse serait incomplète si la montée incontestable de l'irrationnel qui menace nombre de sociétés, en principe dominées par la rationalité, n'y était point évoquée. " De plus en plus de citoyens, qui se sentent menacés par une modernisation technologique brutale et forte ", éprouvent des rancœurs anti-modernistes. Et l'on constate que l'actuelle rationalité économique méprisante pour l'homme favorise la montée d'un irrationalisme social.

Beaucoup de gens du pays de la zone de mer Noire se tournent vers le paradis artificiel de la drogue, de l'alcool ou vers les parasciences et les pratiques occultistes. La prolifération de sectes ou des mouvements divers traduit bien cette montée d'un irrationalisme social.

Comment ne pas se tourner vers Dieu quand tout s'effondre autour de soi? Quand les " sciences " économiques elle-même se révèlent incapables d'apporter des corrections logiques aux furieux dérèglements de l'économie mondiale? Dérèglements et distorsions que

les spécialistes eux-mêmes n'hésitent pas à qualifier d'irrationnels. Quand cette montée de l'irrationnel gagne la sphère politique, alors il ne manque pas de contribuer à dénaturer le sens profond de nombre de conflits, et l'expérience le prouve : il devient dangereux et rapidement destructeur. C'est dans ce mélange explosif de toutes sortes de courants obscurantistes, sur fond de crise durable, de chômage, de " fracture sociale ", d'exclusion, de précarité et de désarroi profond, que s'enracinent toutes les déviations extrémistes politiques, raciales, fondamentalistes ou xénophobes.

Dans le même ordre d'idée, le super-Etat d'Amérique voit ses espoirs de nouvel ordre mondial s'évanouir définitivement. Son hégémonie est condamnée à rester limitée, faute de moyens et peut-être d'ambition. Mais tout cet aggiornamento de mutations a aussi métamorphosé les menaces dont la multitude de formes : crime organisé, réseaux mafieux, guérillas dégénérées etc. compromet gravement l'efficacité des réponses qu'il est permis de leur donner. La nature même des conflits exige plus que jamais la maîtrise de la force.

Les Russes savent jouer habilement de la faiblesse de leur pouvoir politique. Ils sont restés longtemps maîtres du jeu dans la région. Ils étaient alternativement pompiers ou pyromanes pour justifier leur présence militaire, leurs interventions ou leur participation aux divers consortiums. Leur prestige souffre également des humiliations subies par les 25 millions de ses ressortissants dans les nouvelles républiques indépendantes.

Conjointement à ces problèmes touchant au rang de leur pays, les citoyens russes comme d'ailleurs les citoyens bulgares, géorgiens, roumains et ukrainiens sont confrontés à une perte de repères dans le domaine de l'économie. Ils doivent affronter le paradoxe économique suivant: l'abandon du communisme ne leur a pas procuré la prospérité promise. Les prix ont augmenté, le chômage est très répandu, le secteur du logement est en crise. Il leur semble que l'ancien système, s'il les privait de liberté, leur procurait au moins le minimum vital.

Le pouvoir est soumis à des groupes de pression puissants comme les communistes et les nationalistes opposés à l'Ouest. Dans le même temps les Etats - Unis s'opposaient à tout traité pouvant lier l'Occident à la Russie.

Certes indisciplinée et mal nourri, l'armée russe dispose encore plus de 1 300 000 hommes et aligne quelques 18 000 chars et 18 000 pièces d'artillerie. Ceci lui confère une capacité de feu bien réelle. De plus, le repli sur les frontières de Pierre le Grand, sans même avoir livré le combat, a suscité une profonde humiliation ainsi que l'émergence d'un esprit revanchard. L'armée connaît une crise inédite caractérisée par une perte d'influence dramatique en ce qui concerne son ancien statut. Son comportement envers les populations et son manque d'efficacité l'ont discréditée auprès des Russes et de leurs voisins. Elle a mal vécu les ingérences de l'ONU et l'OSCE dans ce qui était pour elle une crise intérieure. La mise à jour des trafics impliquant des officiers de haut rang, le traitement des soldats répartis dans les pays satellites, la diminution des crédits, sont autant de facteurs contribuant à fragiliser une armée toujours sous le choc d'avoir perdu la guerre froide. Présent dans l'espace et dominant l'atome, Moscou dispose, avec ses armes de destruction massive, d'une capacité de nuisance hors du commun. L'ex - première armée mondiale conserve une place de choix dans les différents secteurs de la Défense, en dépit de nombreuses allégations occidentales.

Il est possible que la Russie profitera de ce courant favorable pour émerger sur la scène internationale et retrouver sa place de grande puissance. L'Europe agit de concert avec

les Etats - Unis et participe pleinement à leur action : diplomatiquement. Elle ne peut que suivre le sillage de l'unique superpuissance mondiale sans réellement pouvoir affirmer sa spécificité. Forte de son succès sur le plan extérieur, la Russie a déclaré qu'un retour à la course aux armements n'est nullement exclu et serait même inéluctable.

Un autre point de friction apparaît en rapport avec les ventes d'armes. Moscou n'accepte pas les critiques adressées par Washington à ce sujet et s'est engagé sur les marchés réputés dangereux par les occidentaux. Le pays souhaite reprendre son rang de puissance et dire son mot dans les affaires du monde.

Plusieurs incertitudes sont devenues réalité, l'une d'elle vise la réorientation de la Turquie en direction du monde musulman de la Russie, étant inquiète de conflit latent et entretenu notamment par le partage de Chypre et les problèmes de souveraineté d'îlots en mer Egée.

Le caractère mouvant des évolutions actuelles peut laisser apparaître des situations plutôt imprévues, qui en se combinant entre elles peuvent avoir comme finalité la création de la Communauté des pays de l'Orient de l'Europe (les pays de la zone de la mer Noire inclus). Il est possible d'en recenser encore :

- le refus de toute alliance européenne pour les pays riverains à la mer Noire (avec une signification spéciale pour la Turquie) ;
- le retour de la Russie, dogmatique et dirigée par une équipe aux méthodes politiques fortes ;
- les conflits d'intérêts et les anciens réflexes des affrontements politiques ;
- non-adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie en l'OTAN.

Les pays ébranlés par la transition vers l'économie de marché et les problèmes sociaux qui les accompagnent, cherchent des solutions pour leurs problèmes, en particulier ceux de sécurité parce que la plupart des conflits en cette fin de siècle sont des conflits internes, intraétatiques, qui opposent un pouvoir central à une fraction de sa propre population. Les mouvements armés se cantonnent dans des luttes locales, circonscrites dans des espaces géopolitiques particuliers, dans lesquelles s'inscrivent des tendances lourdes belliqueuses, issues de profonds antagonismes de tout ordre. Les pays de la zone de la mer Noire trouvent " le parapluie de la sécurité " à côté de la Russie. La mise en place d'une politique européenne est longue et pénible.

La Russie a certes profité de ces conditions et a fait des promesses très attractives aux pays riverains de la mer Noire pour créer une nouvelle alliance : le respect de l'indépendance des pays, stabilité politique interne, le redressement économique et moral.

Il est bien difficile de savoir si l'on a véritablement saisi les bons " rythmes " dans cet immense chaos de mutations; mais ce qui est sûr , en revanche, c'est que " le nouveau monde " qu'ils semblent préfigurer peut encore accoucher du meilleur comme du pire.

6. CONCLUSION

La domination stratégique de la terre par la mer demeure une constante de l'histoire.

Depuis les guerres médiques et la victoire de Salamine, depuis les guerres puniques et la

victoire finale des flottes romaines sur les flottes de Carthage, depuis la domination de la mer Méditerranée par les Arabes aux VIII - X ème siècles, depuis l'échec de " l'invincible armada" et les grandes victoires navales de l' Angleterre sur les marines espagnole, hollandaise et française, jusqu'à Trafalgar, les puissances qui dominaient la mer ont toujours fini par dominer la terre.

Elément fondamental, la mer a profondément modifié les constantes de la géopolitique classique, au point de mettre en évidence les antagonismes entre les puissances continentales et les puissances maritimes et d'être la source potentielle de graves conflits armés.

Si le droit est une donnée que l'on peut établir et tenter de figer pour une période déterminée, il est plus difficile de définir et d'appréhender l'espace stratégique maritime. L'histoire nous enseigne que la maîtrise de la mer et des voies de communication a été décisive pour le théâtre " d'affrontements " tout au long de la guerre froide.

Les Etats riverains de la mer Noire, et tous les Etats d'un continent qui se veut, désormais, libre, prospère et intègre, ont, par conséquent, une grande mission à accomplir: celui de garder intactes les défenses spirituelles et stratégiques de l'Europe libre.

" Le temps de changements est aussi le temps des périls. "

Dans tous les scénarios, la Russie joue un rôle important parce qu' une Russie faible crée un vide dangereux. Une Russie forte, certes alliée des Etats-Unis, mais solidement arrimée à l'Europe, peut être un gage de stabilité.

Il apparaît ainsi clairement que la Russie a hérité de la majeure partie de la puissance soviétique. Incontournable, elle dispose d'une capacité de puissance non négligeable couvrant la totalité des secteurs d'activités d'un pays. Sa géographie, son histoire, sa puissance économique et son potentiel militaire lui permettent, le cas échéant, d'envisager la reconquête des régions de l'ex -URSS et plus encore.

Si la plupart des pays de la zone de la mer Noire, par leur culture, leurs traditions et leur économie, plus ou moins proche de celles des Européens, appartiennent à la communauté européenne, un certain nombre de données les en éloignent.

La dissolution du Pacte de Varsovie entraîne autant la disparition du glacis soviétique que la fin du partenariat économique obligatoire avec l'URSS. Mais la route est longue et incertaine avant que la Russie ne s'accommode de la proximité de ces pays devenus des " avant-postes " des démocraties libérales.

Sur la base de cette étude des facteurs, et aux vues des évolutions en cours, qui sont marquées par la prudence et le souci d'éviter l'affrontement, on peut croire à terme à la pérennité des équilibres existants. Indépendamment du caractère propre de ces peuples et de l'enseignement qu'ils tirent de l'histoire riche en souvenirs de conflits passés et échecs antérieurs, des raisons circonstanciées poussent à croire à une évolution pacifique.

Dans le même temps, s'imposent à l'attention les aspects périlleux des relations entre les pays sur le plan géopolitique qu'il ne faut pas sous-estimer. Ainsi, il faut remarquer les visions géopolitiques des quelques pouvoirs en ascension, en restructuration, qui n'ayant pas encore la force nécessaire pour projeter leur pouvoir sur les pays qui se trouvent dans leur zone d'intérêt, stimulent directement ou par des intermédiaires, le phénomène " d'atomisation " des états nationaux qui se trouvent dans cette zone. Ainsi, on peut ajouter les différentes formes d'agression non conventionnelles (économique, politique, culturelle) et les essais, plus ou moins masqués, d'imposer le concept de " souveraineté limitée ". La difficulté consiste dans le fait que l'évolution du système des relations, dans le contexte géopolitique actuel, ne peut pas être préfigurée avec exactitude, parce qu'après la guerre froide sont apparues de nouvelles déterminations qui engagent des changements contradictoires dans l'attitude et le comportement des états sur la scène politique du monde.

Les trois scénarios présentés sont purement imaginaires, mais ils montrent encore une fois la nécessité d'accorder une attention spéciale aux problèmes actuels de sécurité, économiques et sociaux, aux relations bilatérales entre les pays de la zone de la mer Noire, entre eux et l'Union européenne entre eux et les Etats - Unis ,entre eux et les mondes asiatique et arabe.

Les pays riverains de la mer Noire jouent un rôle très important pour la future existence du monde. A cause de leur capacité politique, économique et militaire, ils ont la possibilité d'influencer de manière radicale la future carte du monde dans le XXI ème siècle.

7. BIBLIOGRAPHIE

Charles Sèbe -Les pays de la mer Noire , Ed. Flammarion / 1996

Regard Européen - Numéro 5 / 1998

Horia Matei- Enciclopedia Europei , Ed. Meronia / 1998

Romanian Journal of International Affairs - Vol.III / 1997

Stratégie en Europe -1992

Ramses -98

Problèmes économiques N° 2435 / 1995

Didier Billion -La politique extérieure de la Turquie , Ed. L' Harmattan / 1997

La construction européenne ; la sécurité et la défense - Ed. Puf / 1997

L'état du monde 1998 - Ed. La Découverte

L'état du l'Europe 1998 - Ed . La Découverte

G. Chaliand -Atlas des européens , Ed. Fayard / 1997

Y. Lacoste -Dictionnaire de géopolitique , Ed. Flammarion / 1996